

UNIVERSITÉ D'ANTANANARIVO

Faculté de Droit, d'Économie, de Gestion et de Sociologie

Département : ÉCONOMIE

Option : « administration »

MÉMOIRE DE FIN D'ÉTUDES POUR L'OBTENTION du

Diplôme de ~~Maîtrise~~ ~~à~~ ~~Sciences~~ ~~Economiques~~

IMPACTS DES INVESTISSEMENTS DIRECTS
ETRANGERS SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE
DE MADAGASCAR (2009-2012)

Impétrant : RAMANANTSOA Danny Marius

Encadré par : RAZAFINDRAKOTO Jean Lucien

Date de soutenance : 10 Avril 2015

Année Universitaire : 2013-2014

UNIVERSITÉ D'ANTANANARIVO

Faculté de Droit, d'Économie, de Gestion et de Sociologie

Département : ÉCONOMIE

Option : « administration »

MÉMOIRE DE FIN D'ÉTUDES POUR L'OBTENTION du

Diplôme de ~~Maîtrise~~ ~~en~~ ~~Sciences~~ ~~Economiques~~

IMPACTS DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE DE MADAGASCAR (2009-2012)

Impétrant : RAMANANTSOA Danny Marius

Encadré par : RAZAFINDRAKOTO Jean Lucien

Année Universitaire : 2013-2014

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier tous ce qui ont contribué à l'accomplissement du présent mémoire en particulier :

- ✚ Dieu TOUT PUISSANT qui m'a donné la force et le courage pendant la réalisation de ce mémoire.
- ✚ Notre encadreur, RAZAFINDRAKOTO Jean Lucien qui m'a conseillé et guidé tout au long de la réalisation de ce présent mémoire.
- ✚ Tous les enseignants et des personnels administratifs du departement Economique, qui nous ont apporté leurs aides et n'ont cessé de nous transmettre leurs savoirs tout au long de ces quatre années d'études.
- ✚ Ma famille et mes amis qui m'ont toujours encouragé, et qui m'ont soutenu physiquement, mentalement, et surtout financièrement à la réalisation de cet ouvrage.

Mes sincères remerciements !

SIGLES ET ABREVIATIONS

BCM : Banque Centrale de Madagascar

BM: Banque Mondiale

EDBM: Economic Development Board of Madagascar

EPE : Entreprises de Promotion-Exploitation

EPI : Espace des Promotions des Investissements

FMI : Fonds Monétaires International

FMN : Firmes Multinationales

GUIDE : Guichet Unique des Investissements et de Développement des Entreprises

IDE : Investissement Direct Etranger

IDH : Indicateur de Développement Humain

INSTAT : Institut National de la Statistique

OCDE : Organisation de Coopération de Développement Economique

IPF : Investissement de Portefeuille

PAS : Politique d'Ajustement Structurel

PED : Pays En Développement

PIB : Produit Intérieur Brute

PNB : Produit National Brute

PNDUD : Programmes des Nations Unies pour le Développement

VA : Valeur Ajouté

QMM : Qit Minerals of Madagascar

Liste des tableaux

Tableau 1 : Le multiplicateur d'investissement	19
Tableau 2- Les théories de la croissance	27
Tableau 3: Etude empirique sur la croissance économique et l'IDE	29
Tableau 4 : Caractéristique des entreprises d'IDE créées en 2009	36
Tableau 5 : Les financements reçus des entreprises à capitaux étrangers en 2006 et 2007	37
Tableau 6 : Le stock d'IDE par branches d'activités de 2008 à 2011 (en milliards d'ariary) ..	42
Tableau 7 : Le stock d'IDE reçu par pays en 2009 à 2012	43
Tableau 8: Les flux d'IDE par branches d'activités entre 2009 à 2012 (en milliards d'ariary)	47
Tableau 9 : Evolution des flux d'IDE par Pays d'Origine entre 2009 et 2012 (en milliards d'ariary)	49

Liste des figures

Figure 1 : Les théories de l'investissement.....	21
Figure 2: Les quatre (4) facteurs principaux de la croissance Source : GuellecD, Les Nouvelles Théories de la croissance, La Découverte, Paris, 1995, p13.....	24
Figure 3: Evolution du stock d'IDE de 2000 à 2012.....	40
Figure 4 : Evolution des flux d'IDE entrants de 2002 à 2012	45

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	i
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	ii
Liste des tableaux	iii
Liste des figures	iv
SOMMAIRE	v
<i>INTRODUCTION</i>	v
PARTIE I : CADRE THEORIQUE DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER ET DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE	4
CHAPITRE I : Généralité sur l'investissement direct étranger	4
Section 1 : Quelques types de définitions	4
Section 2 : Les typologies des IDE	8
Section 3 : Les stratégies de l'IDE	9
CHAPITRE II- La croissance économique	12
Section 1 : Définitions de la croissance économique	12
Section 2 : Les mesures de la croissance économique.....	12
Section 3 : Les facteurs de la croissance économique	14
CHAPITRE III- Les théories économiques relatives à la croissance économique et aux IDE ...	16
Section 1- Point de vue des différents auteurs économiques	16
Section 2 : Les modèles de la croissance économique	20
Section 3 - Les différents études empiriques sur la croissance économique et l'IDE	28
PARTIE II : L'IMPACT DES IDE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE A MADAGASCAR (2009-2012)	32

CHAPITRE I : Réalités des IDE à Madagascar	32
Section 1 : Historique de l'IDE à Madagascar	32
Section 2- Les caractéristiques des IDE à Madagascar	34
CHAPITRE II : Les facteurs déterminants et l'évolution des IDE à Madagascar	38
Section 1- Les facteurs déterminants de l'IDE à Madagascar	38
Section 2 - L'évolution des IDE entre 2009 et 2012	39
CHAPITRE III : L'analyse des impacts des IDE sur la croissance économique de Madagascar	50
Section 1 : Les différentes études sur l'IDE et la croissance économique à travers un modèle économétrique	50
Section 2 : L'impact des IDE sur la croissance économique à Madagascar (2009-2012)	53
CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE	57
CONCLUSION GENERALE	58
BIBLIOGRAPHIE	vii
ANNEXES	x
RESUME	

INTRODUCTION

Depuis la fin de la deuxième Guerre Mondiale, l'échange internationale a fortement évolué et se caractérise par le développement des firmes multinationales (FMN) qui jouent un rôle considérable. Cet échange international est étroitement lié à la mondialisation de l'économie du fait que ce dernier s'accompagne d'une intensification et de la diversification des échanges mondiaux. Les échanges internationaux peuvent se présenter selon sa nature comme étant les échanges des biens et services, les flux des capitaux et les flux d'informations ainsi que les flux de personnes. Dans la présente mémoire, notre étude se concentrera sur l'analyse des flux de capitaux notamment sur l'Investissement Direct Etranger (IDE).

Le début des années 1980 se caractérise par la multiplication de façon considérable des flux d'IDE mondiaux qui vont dépasser largement les commerces internationaux. L'IDE est une des stratégies de développement proposé par la Banque Mondiale (BM) pour lutter contre la pauvreté et pour assurer la croissance rapide de l'économie. D'une manière générale, la relance de l'investissement et l'amélioration de l'environnement économique dans les pays Africains forment l'un des principales préoccupations.

Pour HUGONNIER¹(1997), l'IDE peut être défini comme « *un investissement réalisé par une entreprise ou institution financière non résidente ou par une entreprise résidente sous contrôle étrangère, au moyen de la création ou de l'extension d'une entreprise filiale ou d'un succursale ou au moyen de prise de participation dans une entreprise nouvelle ou déjà existante* ».

Les Pays En Développement (PED), y compris Madagascar, ont adoptés au début des années 1980 une politique dénommée « Politique d'ajustement structurel » (PAS) proposée par la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaires International (FMI). Les principaux objectifs de cette politique sont notamment la libéralisation de l'économie, l'ouverture au marché mondiale et la réduction ou la restauration des dépenses publiques. Ces derniers permettent d'attirer et d'acquérir d'importants flux de capitaux à savoir l'IDE, l'investissement de portefeuille (IPF) et les emprunts. Tous cela pour améliorer la croissance économique et assurer le développement par l'attraction des IDE et l'accroissement de la production destinée à l'exportation.

¹SIMON, Y. LAUTIER, D. « *Techniques financières internationale* », Economica, Paris, 2003, p.720

Selon RAZAFINDRAKOTO Mireille en 1996, « *l'incitation des investissements directs étrangers (IDE) constitue une des bases de la stratégie adoptée par Madagascar pour relancer la croissance* ² ». En 2002, Madagascar a adopté une politique de promotion des IDE pour assurer son développement et à partir de l'année 2005, on assiste à une forte entrée des investissements étrangers où ce dernier est l'un des facteurs favorables à la croissance économique de Madagascar. Ce constat nous amène à nous poser la question : l'IDE est-il vraiment un moteur pour assurer une croissance économique à Madagascar?

En réponse à cette question, il convient de discuter trois hypothèses à savoir: (H1) l'IDE exerce un impact positif sur l'emploi, (H2) l'IDE a un impact positif sur le commerce extérieur, (H3) l'IDE exerce un impact positif sur le taux de croissance du Produit Intérieur Brute (PIB).

Afin de mener à bien cette étude et pour répondre à la problématique, notre travail sera organisé en deux parties : tout d'abord, nous aborderons le cadre théorique sur l'IDE et de la croissance économique et c'est après seulement que nous nous intéresserons à l'analyse des impacts des IDE sur la croissance économique à Madagascar.

² RAZAFINDRAKOTO Mireille, « *Les déterminants des investissements directs étrangers à Madagascar* », Economie de Madagascar n°1, 1996, P 186

PARTIE I :
CADRE THEORIQUE DE
L'INVESTISSEMENT
DIRECT ETRANGER ET DE
LA CROISSANCE

PARTIE I : CADRE THEORIQUE DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER ET DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Pour commencer l'étude, nous allons diviser la première partie de cette analyse en trois (3) chapitres : le premier traite la généralité des IDE qui nous permettrons d'amener quelques définitions, de distinguer les typologies des IDE et les différentes stratégies adoptées par les FMN pour réaliser des IDE. Le second est consacré à la croissance économique où nous allons voir les définitions de ce dernier et distinguer les différentes mesures et facteurs de la croissance économique. Pour le dernier chapitre, nous analyserons les différentes théories existant en matière d'IDE et de la croissance économique.

CHAPITRE I : Généralité sur l'investissement direct étranger

Ce chapitre a pour objectif de présenter les notions essentielles de l'IDE de façon à faciliter la compréhension des analyses qui se poursuivra. Pour se faire, nous allons dans un premier temps évoquer quelques types de définitions. C'est après seulement que nous allons voir les typologies des IDE. Pour terminer ce chapitre, nous présenterons les différentes stratégies adoptées par les FMN pour faciliter l'accès des IDE dans un pays.

Section 1 : Quelques types de définitions

Cette section est consacrée à présenter quelques types de définitions comme étant l'IDE, FMN, Entreprise d'Investissement Direct (EID), Investisseur direct (ID). Plusieurs auteurs et institutions ont essayé de définir l'IDE et pour prendre d'avantage de cette notion, nous allons citer quelques types de définitions : d'après les institutions internationales et nationales et ensuite selon les différents auteurs.

1-1-Définitions de l'IDE

Selon le FMI³, il définit l'investissement direct comme « *les investissements effectués dans une entreprise exerçant ses activités sur le territoire d'une économie autre que celle de l'investisseur, le but de ce dernier étant d'avoir un pouvoir de décision effectif dans la gestion de l'entreprise. Les entités ou les groupes d'entités associés non-résidentes qui effectuent les investissements sont appelés « investisseurs directs » et les entreprises, érigées ou non en société (respectivement filiales ou succursales) dans lesquelles ces investissements directs ont été effectués, sont distinguées par le terme « entreprises d'investissement direct ».*

³ FMI, « Le manuel de la Balance de paiement », 1997, 4^{ème} édition, p 57

D'après l'Institut National de la Statistique (INSTAT) et la Banque Centrale de Madagascar (BCM), l'IDE⁴ se définit comme : *«les investissements qu'une entité résidente d'une économie (l'investisseur direct) effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (l'entreprise d'investissement direct). Par intérêt durable, on entend qu'il existe une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise. Les IDE comprennent non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés et donc dotées d'une personne morale distincte ».*

Plusieurs auteurs ont concentré leurs études sur l'IDE à savoir : Richard E. Caves⁵(2003), qui définit l'investissement direct comme *« un mouvement de capital, mais le prêteur transfère des ressources et prend le contrôle du projet »*. Selon Yves Crozet⁶, il définit l'IDE comme *« toute opération se traduisant par une création d'entreprise à l'étranger ou une prise de participation dans les firmes étrangères »*.

On distingue deux types d'entrées de capitaux à part l'IDE quant à vue précédemment, à savoir : les investissements de portefeuilles (IPF) ou investissement indirectes et les autres flux financiers. L'IPF⁷ se définit comme, *« les investissements réalisés par une entité résidente d'une autre économie dans une entreprise locale et ses actions ou ses droits de vote ne dépassent pas de 10% »*. Ces derniers sont principalement des prêts bancaires comme des capitaux prêtés à des conditions commerciales et en général, il s'agit d'un capital investi dans des actions réalisées par des investisseurs individuels ou institutionnels et c'est un investissement de court période. Bernard Guillochons⁸, il insiste sur la distinction entre les flux d'IDE et les flux d'IPF. D'une part, les flux d'IDE sont des capitaux qui proviennent de l'étranger et qui nécessitent un contrôle durable de la production réalisée, et d'autre part, les flux d'IPF sont des types d'investissement qui sert à un placement optimal dans une optique uniquement financière.

⁴ INSTAT, BCM, *« Investissements Directs Etrangers et de Portefeuille a Madagascar »*, 2007, p39

⁵ Richard E. Caves, Jeffrey A. Fränkel. *« Commerce et paiements internationaux »*. De Boeck. Bruxelles.2003. p188

⁶ Yves Crozet, *« Les grandes questions de l'économie internationale »*, Nathan, 2003, p 118

⁷ Ramalahy M.I.Z. Rajaomarison L., *« Etude sur la promotion de l'investissement à Madagascar »*, Cahier de Recherches en Analyse Economique, 2008, p.3

⁸ Bernard Guillochon, *« Economie Internationale »*, DUNOD, 2007, p 353

Pour le FMI, il distingue deux catégories d'investissement à savoir : les investissements directs qui portent d'une part sur les éléments qui permettent aux investisseurs de s'implanter directement dans un pays donnée comme des machines, terrains et d'autre part, sur des rachats d'entreprises existantes et les investissements indirects qui se réalisent grâce aux achats de parts d'une entreprise ou d'un actif financier.

1-2-Autres définitions

1-2-1- La Firme Multinationale (FMN)

Selon Y AHARONI (1971), le terme Firme Multinationale (FMN) a été utilisé pour la premier fois par DE LILLIENTHAL⁹ en 1960, qui définit ce type de firme comme étant « *une entreprise qui a son siège dans son pays d'origine mais qui opère et vit sous les lois et les devoirs d'autres pays* ». Alors que Frank¹⁰(1991) définit une multinationale comme « *une société qui opère dans plusieurs pays étrangers à travers des filiales qui sont soumises à un certain degré de contrôle central* ». Mucchielli¹¹ considère comme multinationale « *toute entreprise possédant au moins une unité de production à l'étranger ; cette unité de production sera alors sa filiale* ».

Michalet¹²(1997), il distingue trois (3) types de FMN à savoir :

- les FMN primaires qui sont des firmes qui adoptaient des stratégies d'approvisionnement ou l'on appelle encore stratégies accès sur les ressources naturelles, cela signifie que ses firmes produisent des matières premiers pour satisfaire aux besoins des industries de transformations.
- les FMN ateliers, ce sont des firmes qui utilisent des stratégies de rationalisation ou l'on appelle aussi « stratégie verticale ou délocalisation » pour pouvoir abaisser les coûts de productions et de prendre davantage en s'implantant dans des pays à faible coût salarial.
- les FMN relais qui sont des firmes qui adoptent des stratégies de marchés ou "stratégie horizontale" pour produire dans les pays où ils s'implantent à l'étranger au lieu d'exporter comme les compagnies d'assurances, les sociétés de commerces et de télécommunications...

⁹Lillienthal.D.E. «*Management of The Multinational Corporation*», Mac Graw Hill, New York, 1960.

¹⁰Frank. I, "*Multinationales et développement* ", éd. Masson, Paris, 1981. p 26

¹¹Mucchielli J-L « *Multinationales et mondialisation* », édition du Seuil, 1998, p.18-19.

¹²Michalet, "*Strategies of Multinationals and Competition for Foreign Direct Investment*", FIAS ; 1997, p 17

2-2-2- Investisseur Direct (ID)

D'après l'OCDE (2008)¹³, il définit un ID comme « *une entité (unité institutionnelle) résidente d'une économie, qui a acquis, directement ou indirectement, au moins 10 % des droits de vote d'une société (entreprise), ou l'équivalent pour les entreprises non constituées en sociétés, résidente d'une autre économie* ». Un investisseur direct peut se présenter soit par : une personne physique ou un groupe de personnes physiques liées entre elles, soit par une entreprise publique ou privée ou une entreprise constituée ou non en société ou même un groupe d'entreprise.

2-2-3- L'Entreprise d'Investissement Direct (EID)

L'EID¹⁴ est « *une entreprise ayant ou non la personnalité morale, dans laquelle un investisseur étranger détient au moins 10 % des actions ordinaires ou des droits de vote, dans le cas d'une entreprise ayant la personnalité morale, ou l'équivalent, s'il s'agit d'une entreprise n'ayant pas la personnalité morale ordinaires ou des droits de vote* ». Ce type d'entreprise peut se présenter sous diverses formes comme étant :

- une filiale c'est une entreprise où l'investisseur direct détient une part de capital supérieur à 50%.
- une société affiliée c'est une société où l'investisseur direct détient dans son capital une part d'action entre 10% et 50%.
- une succursale c'est une entreprise où l'investisseur direct détient une part de capital à 100%.

Il existe trois (3) types de transactions de capitaux d'investissements directs comme étant : le capital social, les bénéfices réinvestis et les autres transactions.

¹³ OCDE, « Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux », 4^{ème} édition, 2008, p 57

¹⁴ Op.cit., p57

- Capital social : c'est la participation au capital des succursales, toutes les actions des filiales et des entreprises affiliées.

- Bénéfices réinvestis : c'est la part qui revient à l'ID sur les bénéfices qui ne sont pas distribués sous forme de dividendes par les filiales ou par les entreprises affiliées.

- Autres transactions d'ID ou transactions liées aux dettes interentreprises, couvrent les prêts et les emprunts des ressources financières entre les ID et les filiales.

Section 2 : Les typologies des IDE

L'IDE peut prendre trois (3) formes selon J.H. LORENZI¹⁵ (2007) :

- « le premier type d'IDE consiste à créer de toutes pièces une filiale à l'étranger (greenfield investment ou création ex-nihilo). [...]. Ce type d'IDE permet le contrôle le plus large sur la filiale, mais nécessite un processus long et difficile à mettre en œuvre ».
- « le second type d'IDE, qui consiste à acquérir une unité de production existante à l'étranger (grownfield investment ou fusion-acquisition). [...]. Ce type de fusion-acquisition présente le risque de payer sa cible à un prix excessif et de faire face à des problèmes d'intégration post-acquisition ».
- « le dernier type d'IDE identifié est le Montage d'une joint-venture (filiale partagée avec un autre groupe à 50%). Elle permet de profiter des ressources d'un partenaire implanté et de limiter le risque ».

De même pour l'OCDE¹⁶(2008), il existe quatre (4) types d'IDE :

- Les opérations des fusions-acquisitions ou encore « Grownfield Investment », il s'agit d'une vente ou achat des participations déjà existants par des non-résidents, il se concrétise par une livraison de propriété des titres acquis et de modification de statut de l'entreprise.
- Les investissements de création ou encore « Greenfield Investment » cela consiste à créer une entreprise entièrement nouvelle par les investissements extension. C'est la forme la plus répandue des IDE aussi bien pour les Pays Développeurs (PD) que les PED.

¹⁵ LORENZI, J.H. « L'impact de la mondialisation sur les stratégies des entreprises », Cahiers Français n° 341, 2007, p.1

¹⁶OCDE, « Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux », 4^{ème} édition, 2008, p 57

- Les investissements d'extension qui consistent à l'accroissement des capacités de production de filiale déjà existantes.
- La restauration financière : il s'agit d'une injection des fonds pour sauver une activité de filiale en difficulté.

Il existe un cinquième type d'IDE à savoir "la participation" c'est-à-dire une société est une société de participation si elle détient une part entre 10% et 50% du capital social d'une autre société.

Si telle se présente les typologies des IDE, qu'en est-il des stratégies adoptées par les FMN pour réaliser des IDE.

Section 3 : Les stratégies de l'IDE

On peut distinguer quatre (4) types de stratégies pour que les firmes puissent réalisés des IDE. Ils se présentent comme suit : la stratégie d'accès aux ressources naturelles, la stratégie verticale, la stratégie horizontale et la stratégie de partenariat.

3-1-La stratégie d'accès aux ressources naturelles

Cette stratégie existe depuis le XVIème siècle avant même l'apparition du concept « *globalisation* » alors que cette stratégie n'est pas spécifique à ce dernier.

En réalité dans les pays d'origine de la firme, les ressources naturelles sont souvent rares et voir même presque inexistantes, c'est pour cette raison qui poussent les firmes à exploiter et à rechercher des ressources naturelles dans les pays étrangers.

Pour que les firmes multinationales émanent leurs investissements, les pays d'accueil qui disposent des ressources naturelles doivent avoir un environnement économique et politique stable qui lui permettront d'accueillir plus d'IDE. On peut appeler ce type de stratégie comme étant « *stratégie d'approvisionnement*¹⁷ » et qui reste utiliser surtout dans le domaine minier et énergétique.

¹⁷ LAZAMANANA André Pierre, « *Les déterminants et les impacts de l'investissement direct étranger en Afrique subsaharienne : cas de Madagascar en particulier* », 2012, p 36

3-2-La stratégie horizontale

Selon DUPUCH S et MILAN C¹⁸ (2001), les FMN adoptent la stratégie horizontale si les avantages de s'implanter à proximité du consommateur sont plus élevés par rapport aux avantages liés à la concentration des activités. Cette stratégie vise à produire pour les marchés locaux et s'applique dans des pays ayant une structure de marché et niveau de développement équivalent ou similaire.

La stratégie horizontale est appelée aussi stratégie accès au marché car elle concerne d'une part, les flux d'investissements de type Nord-Nord et d'autre part les flux d'investissements entre les pays du Nord et les pays émergents. Elle est caractérisée par la nature intra-firme des flux.

3-3-La stratégie verticale ou délocalisation

D'après ANDREFF W¹⁹ (1996), il appelle ce type de stratégie comme « *stratégie de rationalisation de la production des firmes multinationales* ». En fait, ce type de stratégie est appelée aussi stratégie de minimisation des coûts car les flux d'investissement sont dirigés dans le sens Nord-Sud uniquement. Elle se justifie sur l'inégalité de développement entre ces deux pays et offre aux flux un aspect non plus croisé mais un aspect unilatéral.

Lassudrie-Duchene B²⁰, (1982), montre qu'un investissement vertical existe si les différentes étapes de processus de production de la firme sont localisées dans des pays différents à travers une décomposition internationale du processus productif.

Cette stratégie a pour objectif de diminuer au minimum le coût de la production, le coût de facteur, le coût de main d'œuvre. Par contre, la production de la firme n'est pas destinée pour le marché d'implantation comme dans les IDE horizontaux mais pour l'exportation. Dans le choix de localisation, les différenciations de la dotation factorielle et des avantages comparatifs jouent un rôle très important.

¹⁸ DUPUCH S., MILAN C. « *Les déterminants des investissements directs européens dans les pays d'Europe centrale et orientale* ». 2001, p 25

¹⁹ ANDREFF W, « *Profits et structures du capitalisme mondial* », Calmann-Lévy. (1976), p 27

²⁰ LASSUDRIE-DUCHENE B. « *Décomposition internationale des processus productifs et autonomie nationale* », BOURGINAH H. (éd.), *Internationalisation et autonomie de décision*, Economica, Paris. (1982), p 68

3-4- La stratégie de partenariat²¹

Face à la concurrence internationale, les FMN à la base de l'IDE ont le choix de réduire leurs coûts fixes et leurs apports en capitaux par le biais de l'externalisation d'un certain nombre de fonctions. Il existe quelque forme de ce type de stratégie que les firmes peuvent adopter: soit par sous-traiter (faire-faire), soit par firmes réseau ou en partenariat, il y a aussi les réseaux de firmes. Tous cela permettent aux FMN de gagner plus des parts de marché.

Les FMN sont appelées « *firmes globales*²² » lorsqu'elles adoptent la stratégie de partenariat. On adoptant ce type de stratégie, les firmes multinationales peuvent supporter ensemble les risques occasionnés, les coûts de Recherche et Développement (RD) qui sont souvent très élevés, se partagent les innovations et les nouvelles découvertes scientifiques.

Ces stratégies précitées permettent aux FMN de mieux faciliter le fait d'investir dans les pays d'accueil. Passons maintenant dans le deuxième chapitre qui s'intitule la croissance économique, en exposant quelques propos relatifs à cette dernière.

²¹LAZAMANANA André Pierre, « *Les déterminants et les impacts de l'investissement direct étranger en Afrique subsaharienne : cas de Madagascar en particulier* », 2012, p

²² Selon PORTER (1986), ANDREFF (2003) mais tiré dans le cours d'expertise internationale (M1) de Mr LAZAMANANA André Pierre, 2014

CHAPITRE II- La croissance économique

Ce chapitre est consacré à l'étude de la croissance économique, voir les différents notions qui les caractérisent. La première section présente la définition de la croissance économique et le second sur les mesures de la croissance économique et enfin la dernière section étudie les différents facteurs de la croissance économique.

Section 1 : Définitions de la croissance économique

Etymologiquement, le terme "croissance" vient du mot latin « *crescere* » qui veut dire grandir, croître. En économie, la croissance signifie l'évolution annuelle, exprimée en pourcentage du Produit Intérieur Brute (PIB) ou Produit National Brute (PNB). Pour éviter le problème dû à l'augmentation des prix, la croissance est calculée en monnaie constante, le PIB étant corrigé de l'augmentation de l'indice des prix. Ceci permet de calculer une croissance en volume.

Selon François PERROUX²³, la croissance économique est « *un accroissement durable de la dimension d'une unité économique, simple ou complexe, réalisé dans les changements de structure et éventuellement de système qui est accompagné de progrès économique variable* ».

D'après Simon KUZNETS²⁴, la croissance économique est "essentiellement un phénomène qualitatif. À cet effet, on peut définir la croissance économique d'une nation comme un accroissement durable de la population et du produit par tête". Selon lui, la croissance économique existe lorsque la croissance du PIB est supérieure à la croissance de la population.

Section 2 : Les mesures de la croissance économique

La croissance économique désigne l'augmentation durable de la production globale d'une économie. D'où d'après cette définition, on peut dire que la croissance économique est un phénomène quantitatif que l'on peut mesurer. Pour mesurer la croissance économique, on utilise un indicateur de mesure ou l'on appelle aussi un indicateur de dimension à savoir le PIB ou PNB. On entend par PIB la somme des valeurs ajoutées pour tous les agents producteurs du pays.

²³ F PERROUX, « *Economies et sociétés* », Presses Universitaires de France ; 1969 p 155

²⁴ MONTOUSSE M: « *Théories économiques* », Ed. Bréal, Paris, 1999, p 65

Le PIB est un indicateur de mesure purement quantitative et comptable de la croissance, il ne tient pas compte : du niveau de vie des habitants, du taux d'alphabétisation et de l'espérance de vie. Sa formule est la suivante :

$$\text{PIB} = \text{Somme des valeurs ajoutées brutes} + \text{TVA} + \text{droits de douanes sur les importations.}$$

À partir de cet indicateur de mesure ou le PIB, on peut calculer le taux de croissance aux cours d'une période donnée, et il pourra être en volume ou en valeur. Le taux de croissance se définit alors comme la variation relative du PIB en volume d'une année sur l'autre, on peut le calculer à partir de la formule suivante :

$$\text{Taux de croissance} = ((\text{PIB } t - \text{PIB } (t-1)) / \text{PIB } (t-1)) * 100$$

Cet indicateur fait l'objet de nombreuses critiques à savoir : toutes les productions sont comptabilisées positivement mais il ne tient pas compte des productions non déclarées, par exemple le travail en noir ou à des productions qui ne font pas l'objet d'une rémunération comme : le travail des femmes au foyer,...

L'exercice mise en œuvre pour mesurer la croissance est compliquée voir même difficile, c'est pour cette raison qu'il existe de nombreux économistes à créer d'autres indicateurs alternatifs pour dépasser le concept du PIB.

Ces indicateurs sont multiples selon les différentes formes des organisations internationales telle que :

D'après le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la croissance économique peut être mesurée à partir d'un indicateur synthétique que l'on appelle Indice de Développement Humain (IDH). Cet indicateur permet de combiner les trois critères suivants :

- Le PIB par habitant, cet indice indique que le revenu par tête le plus élevé est égal à 1 par contre 0 pour le revenu par tête le plus faible.
- L'espérance de vie à la naissance, cet indice prend la valeur de 0 pour une espérance de 25 ans et 1 pour une espérance de 85 ans.
- Le niveau d'instruction (le taux de scolarisation et le taux d'alphabétisation), cet indice varie également de 0 à 1.

Pour exprimer la variation du capital à savoir capital économique, capital humain et le capital naturel d'un pays au cours d'un cycle de production, la BM a utilisée l'épargne nette ajustée que l'on appelle aussi « *épargne véritable* ». Grâce à la mesure standard de l'épargne nationale brute, il s'améliore grâce à quatre (4) types d'ajustements : l'ajout des investissements en capital humain par exemple les dépenses pour l'éducation ; la déduction de la baisse des stocks de ressources naturelles comme les forêts, les minerais et l'énergie... ; la diminution des dommages causés par la pollution comme l'émission de CO₂ et la baisse de la consommation de capital fixe.

Ces indicateurs énoncés précédemment ont permis la mesure de la croissance économique. Voyons dans la section qui suit les facteurs de la croissance économique.

Section 3 : Les facteurs de la croissance économique

La croissance économique dépend de certains facteurs. Ainsi ses facteurs sont d'une part les facteurs primaires comme la terre, le travail (L) et le capital (K), et d'autre part, le progrès technique ou la technologie. LECAILLON J²⁵ (1987), il considère que le modèle de croissance qui part d'un modèle de base se caractérise par cinq (5) variables à savoir la production (Y), le travail (L), le capital (K), l'épargne (S), et enfin, l'investissement (I).

Ses facteurs sont liés avec la fonction de production (Q) qui se présente comme suit :

$$Q = f(K, L)$$

3-1- Le travail

Le facteur de travail qui est l'un des facteurs qui contribue à la croissance économique d'un pays, tient compte également du niveau des connaissances incorporées dans le

²⁵LECAILLON J, « *Analyse macroéconomique* », éd. CUJAS, 1987, p. 166

travailleur. D'où l'importance du « capital humain » qui se définit comme un ensemble des capacités productives d'un individu incluant ses connaissances générales et spécifiques.

Le facteur travail comprend : d'abord, la quantité du travail qui est mesurée par la population active où ce dernier contribue à la production. De ce fait, une augmentation du taux démographique va entraîner un accroissement de la potentialité des travailleurs dans un pays. Ensuite, il y a la qualité du travail qui est très importante car elle permet aux travailleurs d'être productifs et son amélioration permet aux travailleurs d'augmenter leur productivité.

3-2-Le capital

Le facteur capital se présente sous deux formes soit capital matériel, soit capital immatériel. Le capital et l'investissement sont étroitement liés puisque la dépréciation du capital dans le temps nécessite l'introduction d'un investissement. Donc, si l'investissement augmente cela va entraîner une augmentation du capital par travailleur et du PIB par tête. D'où le capital est un facteur important de la croissance économique.

3-3- Le progrès technique

Le progrès technique se réalise par une augmentation du stock de connaissance et permet aux facteurs de production d'être plus efficaces. Le progrès technique se caractérise par un processus dynamique de trois (3) phases à savoir : l'invention, l'innovation et la diffusion.

Bref, ce deuxième chapitre a permis de voir en détails non seulement les mesures explicatives de la croissance économique; mais aussi les différents facteurs déterminants la croissance économique.

CHAPITRE III- Les théories économiques relatives à la croissance économique et aux IDE

Le terme croissance est initié par A SMITH en 1776 et ensuite réapparu au XIXème siècle dans l'étude de T Malthus et de D RICARDO et de K MARX. Ensuite, au début de XXème siècle et des années 50, les modèles théoriques de la croissance connaissent un grand succès. Après, les modèles postkeynésiens (Harrod-Domar) et néoclassiques (Solow), ils ont concentré leurs études sur le débat en terme de croissance équilibré. Pour les années 70-80, ce contexte a été marqué par un nouvel essor de la croissance économique où se développe la théorie du modèle de la croissance endogène. Enfin, dans la dernière section nous analyserons les différentes études empiriques sur la croissance économique et l'IDE.

Section 1- Point de vue des différents auteurs économiques

Plusieurs auteurs économistes ont exposé leurs points de vue sur la croissance économique, à savoir les personnes suivantes :

1-1-Adam SMITH

Adam SMITH ²⁶(1776) dans son ouvrage « *Recherches sur la nature et les causes de la Richesse des Nations* », il a considéré que le facteur de croissance est le rôle joué par la division du travail (surplus, marché, gains de productivité). Ce dernier, renforce le pays à participer au commerce international d'où sa théorie qu'on appelle « *Théorie des avantages absolus* ». Pour SMITH, la croissance économique est illimitée ce qui signifie qu'elle n'est pas limitée tant que l'on peut développer la division du travail et le marché.

1-2- Thomas MALTHUS

Thomas MALTHUS²⁷(1796) dans son ouvrage « *Essai sur le principe de population* » par opposition d'Adam SMITH, pour MALTHUS, la croissance économique est limitée à cause de la croissance démographique très rapide. La croissance de la population plus rapide par rapport à celle de la production de la terre conduit à des famines qui permettent de rétablir, à court terme, le bon rapport entre les deux.

²⁶ Adam SMITH. « *Recherches sur la nature et les causes de la Richesse des Nations* », édition du revue par Adolphe Blanqui en 1883, 1776, p 54

²⁷ Thomas MALTHUS. « *Essai sur le principe de population* », édition sociales, 1796, p 46

1-3- David RICARDO

David RICARDO²⁸ (1817) dans son ouvrage intitulé « *Principes de l'économie politique et de l'Impôt* », la croissance économique est limitée en raison de la loi des rendements décroissants. Pour faire face à ce dernier, RICARDO a initié « *la théorie des avantages comparatifs* » en ouvrant au commerce internationale.

1- 4- Karl MARX

Karl MARX²⁹ (1867) dans son ouvrage « *Le capital* », il souligne que la croissance est limitée dans le système de production capitaliste à cause de la baisse tendancielle des taux de profit. L'accumulation du capital permette à ce dernier de se substituer au facteur travail.

1-5- John Maynard KEYNES

John Maynard KEYNES³⁰ (1883-1946) dans sa « *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* » a développé une théorie permettant à savoir que l'investissement fût la source de la croissance économique. D'où la théorie suivante : « *la théorie du multiplicateur d'investissement* ». Le multiplicateur d'investissement joue un rôle important si le montant de revenus distribués est supérieur au montant de l'investissement réalisé. Du point de vue mathématique, cette théorie peut se présenter comme suit :

Tout d'abord, considérons les symboles suivants :

ΔI : la variation d'investissement

ΔY : la variation du revenu

k : le multiplicateur et avec $k > 1$

c : la propension marginale à consommer

s : la propension marginale à épargner et ΔS est la variation de l'épargne

Selon Keynes, la propension marginale à épargner (s) reste constante dans un intervalle de temps considérée, autrement dit, ΔY est plus que proportionnelle à ΔI .

²⁸David RICARDO. « *Principes de l'économie politique et de l'Impôt* », London John Murray, 1817, p 23

²⁹ Karl MARX. « *Le capital* », édition allemande, 1993, p 689

³⁰ John Maynard KEYNES. « *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* », édition Payot, 1946, p 107.

Pour connaître la valeur de ce multiplicateur d'investissement, il faut noter que d'après la comptabilité nationale, $I = S$ qui implique $\Delta I = \Delta S$. Prenons un exemple : un pays X avec $c = 0,8$.

Tout d'abord, on obtient la propension marginale à épargner à partir de la formule suivante:

$$c + s = 1$$

On a,

$$s = 1 - c$$

Application numérique: $s = 1 - 0,8 = 0,2$, c'est à dire pour chaque ariary supplémentaire gagné par un agent économique, cet agent épargne 0,20 et consommé 0,08.

Avec $(\Delta S / \Delta Y) = s$, avec s qui est toujours constante. On a $\Delta S = s * \Delta Y$ et $\Delta Y = (1/s) * \Delta S$. On a $\Delta Y = (1/s) * \Delta I$ avec $s = 1/5$, $2 = 5$.

De ce fait, $\Delta Y = 5 * \Delta I$, ce qui signifie qu'un accroissement de l'investissement entraine un accroissement du revenu national cinq fois plus élevé. D'où c'est pour cette raison que $k = (1 / (1-c))$ est appelée « *multiplicateur d'investissement* ».

S'il y a un accroissement d'investissement avec $\Delta I = 100$ millions d'ariary, cela va entrainer un accroissement de revenu qui est égale à $\Delta Y = 500$ millions d'ariary.

En effet, cette dépense d'investissement va induire dans un premier temps à une distribution de revenu de 100 millions d'ariary (profits et salaires) et dans un deuxième temps, le 100 millions d'ariary va être totalement dépensées.

La dépense de 80 millions d'ariary est destinée à d'autres agents économiques où ils dépenseront à leur tour selon la propension marginale à consommer. Ce processus continue jusqu'à ce que le dernier revenu induit soit insignifiant. Ce processus se présente dans le tableau suivant :

Tableau 1 : Le multiplicateur d'investissement

Périodes	Accroissement de l'I (ΔI)	Accroissement de c par périodes (ΔC)	Accroissement de R par périodes (ΔY)	Accroissement cumulé de Y
1	$\Delta I = 100$		100 ($\Delta 1 Y = \Delta I$)	100
2	-	$\Delta 1 C = 100 * 0,8 = 80$	80 ($\Delta 2 Y = \Delta 1 C$)	180
3	-	$\Delta 2 C = 80 * 0,8 = 64$	64 ($\Delta 3 Y = \Delta 2 C$)	244
4	-	$\Delta 3 C = 64 * 0,8 = 51,2$	51,2 ($\Delta 4 Y = \Delta 3 C$)	295,2
5	-	$\Delta 4 C = 51,2 * 0,8 = 40,96$	40,96 ($\Delta 5 Y = \Delta 4 C$)	336,16
.	-	-	-	-
.	.	-	-	-
.	.	-	-	-
N	-	$\Delta_{n-1} C =$	$\Delta_n Y = \Delta_{n-1} C$	500
Total	$\Delta I = 100$	$\sum \Delta C = 400 (500 * 0,8)$	$\sum \Delta Y = 500$	

Source : selon l'auteur d'après le dictionnaire économique

Avec $k = 5$, on a $\Delta Y = 5 * 100 = 500$ et $\Delta C = 500 * 0,8 = 400$.

Donc, un accroissement d'investissement de 100 millions d'ariary va entraîner un accroissement du revenu de 500 millions d'ariary, ce qui signifie que l'investissement joue un rôle moteur pour la croissance économique du pays X.

Si tels se présentent les points de vue des auteurs classiques, marxistes et keynésiens, voyons tout au long de la section suivante l'explication donnée par les autres auteurs de courants différents en ce qui concerne les modèles de la croissance économique.

Section 2 : Les modèles de la croissance économique

Dans cette section, nous allons voir trois types de modèle à savoir, tout d'abord le modèle d'HARROD-DOMAR (1946-1948) et ensuite le modèle de SOLOW (1956). Ces modèles postulaient que la croissance économique de longue période est exogène c'est-à-dire ses déterminants sont en dehors de la sphère économique. Enfin pour terminer cette section, nous allons étudier le modèle de la croissance endogène.

2-1- Le modèle de croissance postkeynésien (HARROD-DOMAR)

HARROD³¹ (1948) a élaboré le modèle de croissance exogène et de déséquilibre. Etymologiquement, le terme « *exogène* » vient du mot grec, d'où « *exo* » signifie « *en dehors* » et « *gène* » du mot grec « *gennän* » veut dire « engendrer ». L'objectif de ce modèle est de se rendre compte des conditions et des caractéristiques de l'équilibre d'une économie capitaliste en croissance.

Ce modèle ne postule que les facteurs de production telle que le travail et le capital sont complémentaires alors que le progrès technique est un facteur exogène. Il met en évidence les rôles stratégiques joués par l'épargne, ce dernier permet de réaliser un investissement et à créer le capital qui est le déterminant principal de la croissance.

DOMAR (1946) dans son travail, il considère que l'investissement se réalise par une double influence sur l'économie, d'une part sur la demande à court terme où la variation de l'investissement est déterminée par le principe de multiplicateur Keynésien, le niveau de revenu et de la demande globale ; d'autre part sur l'offre à longue période où l'investissement augmente la capacité de production à partir du mécanisme de l'accélérateur. Le schéma ci-dessous illustre cette théorie.

HARROD (1948) postule qu'il existe trois types de taux de croissance économique :

- le taux de croissance effectif conforme à celui qui se produise réellement
- le taux de croissance garantie, ce taux permet d'assurer l'équilibre entre l'épargne et l'investissement
- le taux de croissance naturel qui assure le plein emploi.

Ces taux dépendent de la croissance de la productivité alors que ce dernier dépend d'une part du progrès technique et d'autre part de la croissance de la population active. Le

³¹ HARROD R.F, "Towards a Dynamic Economics", London, 1948, p 64

progrès technique et la démographie sont des facteurs exogènes. Il souligne que si le taux de croissance garantie est supérieur au taux de croissance naturelle, cela permettra de réduire le chômage et si l'économie converge vers le plein emploi, le taux de croissance effectif sera limité par le taux de croissance naturelle.

HARROD et DOMAR stipule que la croissance économique est instable et cette instabilité entraîne l'existence du chômage d'où la notion de « *fil de rasoir* ». La croissance équilibrée est possible lorsque les revenus supplémentaires engendrés par l'effet multiplicateur permettent d'absorber la production supplémentaire obtenue.

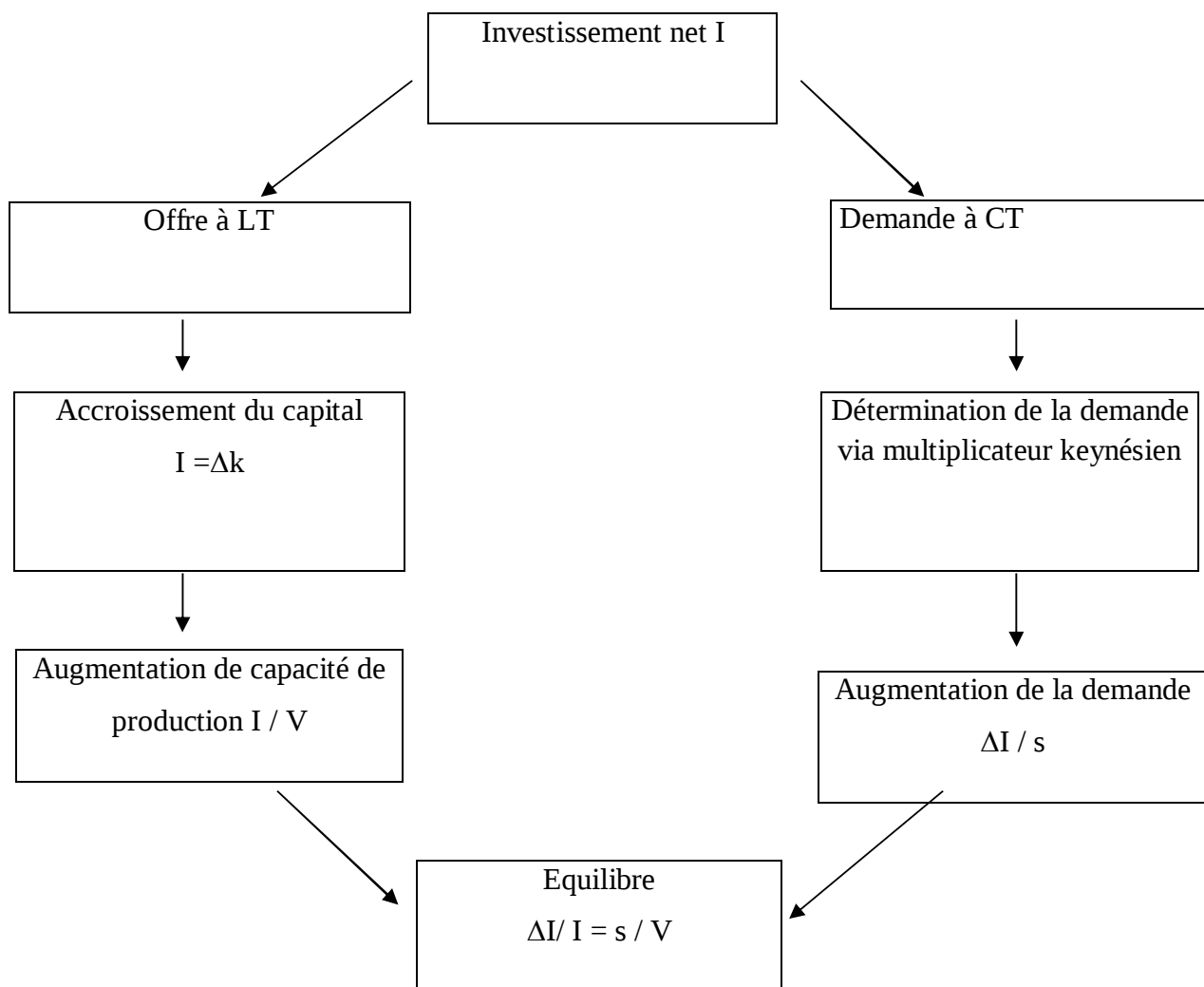


Figure 1 : Les théories de l'investissement
Source : DIEMER³², Economie générale, p98

³²DIEMER, "Economie générale", IUFM AUVERGNE, p 98

2-2- Le modèle de croissance de R M SOLOW

R M SOLOW³³ (1956) a développé le modèle de la croissance exogène et équilibré. Il postule que les facteurs de production sont substituables et que la croissance équilibrée est possible car la flexibilité des prix des facteurs de production tel que le salaire pour le travail et l'intérêt pour le capital permet d'assurer le plein emploi. De ce fait, l'accroissement de l'offre de travail incite l'entreprise à embaucher d'avantage et à opter pour une combinaison productive à forte intensité de main d'œuvre ; tout cela en raison d'une diminution de salaire. D'où, la croissance économique assure le plein emploi par la substitution de facteur capital au travail.

Le modèle de SOLOW, se forme sur quelques hypothèses à savoir : le principe des rendements décroissants c'est-à-dire les rendements factoriels sont décroissants. Le processus de croissance est limité à cause de la décroissance de la productivité marginale du capital. La décroissance de la productivité peut être limitée par le progrès technique car ce dernier est un facteur exogène provenant des données extérieures à la croissance, ensuite la substitution du capital au facteur du travail où l'on a déjà parlé précédemment. Enfin, toutes les épargnes doivent être investies car selon SOLOW, l'épargne est la source de l'investissement.

Dans ce modèle, SOLOW affirme que la croissance économique dépende de deux facteurs principaux à savoir : la quantité du travail qui à son tour dépend du taux de la croissance de la population et le progrès technique. D'où, la croissance est équilibrée alors que ses déterminants sont des facteurs exogènes ; d'après SOLOW, le progrès technique est « *une manne tombé du ciel* ».

SOLOW souligne l'origine de la croissance par tête au montant de la technique investie comme par exemple : l'équipement, la machine, logiciel,... Si le montant de la dépréciation du capital par tête est inférieur à l'investissement, les travailleurs ont bénéficié certains avantages avec une disposition d'un équipement plus performant. D'après ce modèle, le niveau de production d'un pays est déterminé par le niveau d'investissement par tête et si le niveau d'état régulier n'est pas atteint, un investissement supplémentaire est un moyen pour atteindre la croissance économique.

Ce modèle tient compte non seulement le capital physique mais aussi le capital humain car les efforts d'investissement en capital humain et en capital technique permettent

³³ SOLOW R.M A "Contribution to the Theory of Economic Growth, *Quarterly Journal of Economics*", 1956, pp. 65-94.

aux pays de se converger d'où l'hypothèse de « la propriété de convergence ». Cela se réalise par le transfert des techniques de la production, par les mains d'œuvres mieux qualifiées.

2-3- Le modèle de croissance endogène

La fin des années 1980 et le début des années 1990 marquent l'apparition des nouvelles théories de la croissance économique. Ces nouvelles théories ont été initiées par des nouveaux économistes Keynésiens et néolibéraux à savoir Paul ROMER et Robert LUCAS (1986).

ROMER³⁴ (1986) a élaboré « le modèle de croissance endogène » qui repose sur les différentes théories : la Recherche-Développement (RD), la diffusion progressive des innovations technologiques,... Étymologiquement, le terme « *endogène* » vient du mot grec, « *endo* » signifie « *de dans* » et « *gène* » veut dire « *engendré* ».

La théorie de la croissance endogène repose sur quatre facteurs qui influents sur le taux de croissance économique à savoir : les rendements factoriels constants c'est-à-dire la productivité marginale des facteurs de production est constante et non pas décroissante comme dans la fonction de production néoclassique, l'intervention de l'Etat est légitime ; notamment par le biais d'investissement des infrastructures, la connaissance ou le capital humain qui s'accumule et enfin la Recherche-Développement ou l'innovation.

Ce modèle considère que le progrès technique est un facteur endogène c'est-à-dire que le produit de l'activité économique n'est pas tombé du ciel comme ce que l'on a vu dans le modèle de croissance de SOLOW. La croissance est un phénomène auto-entretenu par l'accumulation des quatre (04) facteurs principaux : la technologie, le capital physique, le capital humain et le capital public.

³⁴ ROMER P. "Increasing Returns and Long Run Growth", Journal of Political Economy, 1986, p. 1002-1037

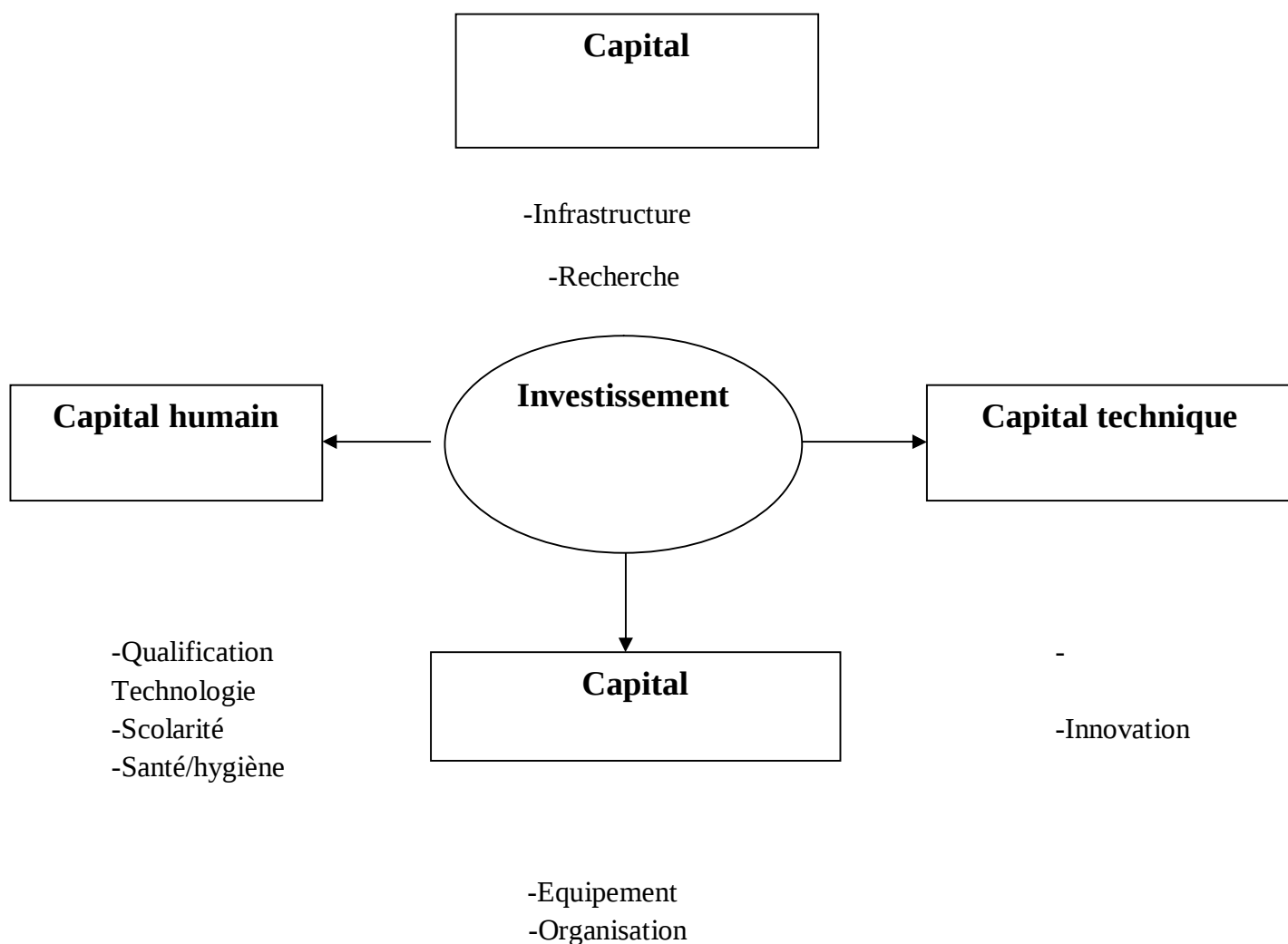


Figure 2: Les quatre (4) facteurs principaux de la croissance
 Source : Guellec³⁵D, *Les Nouvelles Théories de la croissance*, La Découverte, Paris, 1995, p13

1-Le capital physique

Il s'agit d'un équipement ou moyen de production sur lequel l'entreprise investie pour sa production. ROMER (1986) propose un modèle qui se forme sur les phénomènes d'externalités et considère le capital physique comme un moyen pour les firmes d'augmenter sa propre production, grâce aux processus d'apprentissage, les autres firmes vont bénéficier aussi de cet avantage. L'investissement dans ce modèle technologie est le point de départ à de nouveaux apprentis par pratique. On peut citer quelques formes

³⁵Guellec D, « *Les Nouvelles Théories de la croissance* », La Découverte, Paris, 1995, p13

d'apprentissages à savoir : l'augmentation de la compétence des travailleurs, l'amélioration des équipements,... Ces investissements ont deux effets, d'une part un effet direct sur la croissance et d'autre part, un effet indirect sur le progrès technique.

2-Le capital humain

Le capital humain se définit comme « *l'ensemble des capacités apprises par les individus et qui accroissent leur efficacité productive*³⁶ ». Les individus disposent d'un certain nombre de compétences où ils sont propriétaires, ils doivent valoriser ces compétences pour s'intégrer sur le marché du travail.

L'éducation est l'une des formes de capital humain et il est une sorte d'investissement pour lequel l'individu attend un certain retour. En se référant aux pays occidentaux, un allongement de la durée moyenne de la scolarité joue un rôle important sur la croissance économique.

3-Le capital public

Le capital public fait partie du capital physique à savoir le transport, les infrastructures de communication. Parfois, le capital public est une sorte d'investissement réalisé par l'Etat et les collectivités locales. Il peut être des investissements réalisés dans le domaine d'éducation, au niveau de recherche. Ce modèle tient compte de l'imperfection de marché. Face à ce problème et à l'existence de l'externalité entre les firmes, les innovateurs perdent leurs avantages, en d'autres termes la rente diminue et cela décourage l'agent économique à s'investir dans le R&D alors que ce dernier augmente la rentabilité des investissements.

Comme on a dit précédemment que le capital humain est un investissement opéré par l'Etat, ce dernier doit mettre en œuvre des structures institutionnelles qui favorisent la rentabilité des investissements privés et subventionner ses activités. Cette théorie met l'accent d'une part sur le rôle joué par l'Etat à travers la politique fiscale, fourniture de biens collectifs, marché financier,... et d'autre part il tient compte de l'importance de la concurrence imparfaite.

4-La technologie

Le changement technologique dépend de l'analyse des conditions économiques car il repose sur quelques procédures pour que le producteur fasse d'avantage sur son nouveau

³⁶ DIEMER, « *Economie générale* », IUFG AUVERGNE, p106

produit. L'émergence de nouvelles idées entraînent des changements techniques qui reposent sur des différentes procédures, par exemple il faut le test, la mise en forme,...Il existe un risque si l'on transforme cette nouvelle idée en produit, en d'autres termes les concurrents peuvent bénéficier de ces avantages. Pour faire face à ce risque, la distribution des droits de propriété intellectuelle est un moyen permettant de résoudre ce fait.

Du point de vue économique, cette raisonnement élimine la concurrence mais favorise, par contre, la concurrence imparfaite où ce dernier encourage l'apparition de nouveaux produits et de nouvelles idées.

ROMER souligne que le marché n'arrive pas à assurer la croissance à long terme et il rajoute que l'intervention de l'État est très importante car ce dernier doit encourager les innovateurs par le biais d'une fiscalité compensatrice, à mettre des mesures juridiques pour inciter la R&D et les externalités de connaissances.

Le tableau ci-après résume tous les points de vue des auteurs économiques sur la théorie de la croissance économique.

Tableau 2- Les théories de la croissance

LES THEORIES DE LA CROISSANCE	ORIGINE DE LA CROISSANCE	CARACTERISTIQUES
<i>Adam Smith (1776)</i>	Division du travail	Croissance illimitée
<i>Robert Malthus (1798)</i>	Réinvestissement productif du Surplus	Croissance limitée en raison de la loi de population
<i>David Ricardo (1817)</i>	Réinvestissement productif du Surplus	Croissance limitée en raison du rendement décroissant des terres
<i>Karl Marx (1867)</i>	Accumulation du capital	Croissance limitée dans le monde de production capitaliste en raison de la baisse tendancielle du taux de profit
<i>Joseph Schumpeter (1911), (1939)</i>	Rôle de l'entrepreneur Grappes d'innovations	Instabilité de la croissance, théorie explicative du cycle long de type Kondratief
<i>Harrod (1936, 1948, 1960)</i> <i>Domar (1946, 1957)</i> <i>Modèle post-keynésien</i>	Le taux de croissance est fonction du rapport entre le taux d'épargne et le taux d'investissement	Instabilité de la croissance
<i>Solow (1956, 1957, 1966)</i> <i>Modèle néo-classique</i>	Population et progrès technique exogène	La croissance est finie en raison de l'explosion démographique, de la pollution et de l'épuisement des ressources naturelles
<i>P. Romer (1986)</i> <i>R.E Lucas (1988)</i> <i>R. Barro (1990)</i> <i>Théories de la croissance Endogène</i>	Capital physique, technologie, capital humain, capital public, intermédiaires financiers	Caractère endogène de la croissance, réhabilitation de l'Etat, prise en compte de l'histoire.

Source : DIEMER³⁷, Economie générale, IUFM AUVERGNE, p 107-108

D'après le tableau ci-dessus, les points de vue des différents auteurs économiques sur la croissance sont divergents. Pour mieux comprendre le tableau, on va prendre quelques exemples comme dans la deuxième ligne, Adam SMITH dans son ouvrage intitulé « *Recherches sur la nature et les causes de la Richesse des Nations* » paru en 1776, il stipule que l'origine de la croissance est la division du travail. Dans la troisième colonne, selon SMITH, la croissance est illimitée tant qu'on peut faire développer la division de travail.

³⁷DIEMER, « *Economie générale* », p 107-108

Dans la cinquième ligne, il y a Karl MARX en 1867 dans son ouvrage intitulé « le capital », qui considère que l'origine de croissance est l'accumulation du capital et aussi il stipule que la croissance a un caractère limité dans le monde de la production capitaliste en raison de la baisse tendancielle du taux de profit.

Section 3 - Les différentes études empiriques sur la croissance économique et l'IDE

Plusieurs raisons poussent les FMN à se délocaliser au lieu d'exporter leurs produits. Parmi ces raisons, J H DUNNING 1997 et 1981 a proposé une théorie que l'on appelle la théorie d'OLI ou le paradigme éclectique, cette théorie rassemble les trois avantages à la multinationalisation et qui excitent les FMN à émaner des IDE : (O) signifie les avantages spécifiques de la firme à savoir la taille du marché, l'économie d'échelle, la différenciation du produit, les dotations spécifiques, propriété technologique. Ensuite, (L) désigne les avantages à la localisation dans un pays d'accueil comme étant les coûts de transport et de communication la qualité des inputs, la distance psychique. Enfin, (I) ou les avantages à l'internalisation des processus de production de la firme relatifs à la réduction de l'incertitude, diminution du coût d'échange et à l'internalisation des externalités. J L MUCCHIELLI³⁸ (2001), à partir du paradigme OLI, il stipule que l'IDE est un mode de pénétration dans un marché étranger et choisi lorsque la firme réunit simultanément les trois types d'avantages qu'on a cité ci-dessus c'est-à-dire O, L et I.

Certains auteurs ont concentrés leurs travaux en cherchant la relation qui existe entre la croissance économique et l'IDE. La littérature économique souligne que l'IDE est l'un des déterminants de la croissance économique des Pays En Développement (PED). Le tableau ci-dessous permet de résumer les différents points de vue des différents auteurs sur la croissance économique et l'IDE.

³⁸ Mucchielli J.L, « *Relations Economiques Internationales* », HACHETTE Supérieur, 2001, p. 75-96.

Tableau 3: Etude empirique sur la croissance économique et l'IDE

Auteurs	Echantillon	Technique	Conclusion
De Gregorio (1992)	12 pays d'Amérique Latine (1950-1985)	Données de Panel	Corrélation positive et significative entre IDE et croissance Productivité des IDE est plus grande que celle des investissements domestiques
Blomstrom, Lipsey and Zejan (1992)	78 PED (1960-1985)	Données en coupes transversales	Corrélation positive et significative entre IDE et croissance Impact est plus grand dans des pays ayant des niveaux de revenus plus élevés
Borensztein, De Gregorio et Lee (1995-1998)	69 PED (1970-1989)	Données de Panel transversées	IDE améliore la croissance en aidant à la diffusion de la technologie
Balasubramanyan, Salisu and Sapsford (1996)	46 PED (1970-1985)	Données en coupes transversales	IDE améliore la croissance seulement dans les pays qui appliquent des politiques orientées vers l'extérieur
De Mello(1999)	Pays de l'OCDE et pays hors OCDE (1970-1990)	Données de Panel Et Séries temporelles	IDE favorise la croissance si un degré de complémentarité existe entre l'investissement domestique et l'IDE
Pan-Long Tsai (1994)	62 pays (1975-1978) 51pays (1983-1986)	Equations simultanées	L'hypothèse de la dimension du marché est plus forte que l'hypothèse de croissance
UNCTAD (1999)	142 pays (1970-1995)	Données de Panel	L'IDE influence la prochaine période de croissance si le capital humain est présent

Source : Mercier SALNAVE, Déterminants et Impact de l'Investissement Direct Etranger sur la croissance économique en Haïti (1970 – 2000), p 40

On peut lire ce tableau comme suit : dans la première ligne, De Gregorio en 1992 a fait une étude sur l'IDE et la croissance dans l'Amérique Latine entre (1950-1985). Il a fait son étude sur un échantillon de douze (12) pays à partir d'une technique des données de panel. Il stipule qu'il y a une corrélation positive et significative entre l'IDE et la croissance.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

La première partie a permis d'établir quelques développements en ce qui concerne tout d'abord les connaissances générales à propos de l'IDE et aux différents termes indispensables à ce dernier, ensuite à un survol des typologies des IDE et des différentes stratégies. Puis, le second chapitre était consacré à la croissance économique où l'on a étudié d'une part sur les indicateurs de mesures et d'autre part sur les facteurs de la croissance économique. Et enfin le dernier chapitre retient les théories relatives aux deux sujets : IDE et croissance économique.

La seconde partie exposera à son tour l'impact des IDE sur la croissance économique explicitement le cas de Madagascar entre l'année 2009 et 2012.

PARTIE II :
L'IMPACT DES IDE SUR LA
CROISSANCE ECONOMIQUE
A MADAGASCAR

PARTIE II : L'IMPACT DES IDE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE A MADAGASCAR (2009-2012)

Cette partie se subdivisera en trois chapitres intitulés les réalités des IDE à Madagascar, les facteurs déterminants des IDE et de son évolution, et l'impact des IDE sur la croissance économique à Madagascar.

CHAPITRE I : Réalités des IDE à Madagascar

Ce chapitre a pour objet de développer en quelques sortes l'historique, les caractéristiques des IDE à Madagascar.

Section 1 : Historique de l'IDE à Madagascar

Dans les années 70, les ID se concentraient dans les Pays Développer (PD) et en particulier les pays industrialisés. Par contre, dans les Pays En Développement (PED), les IDE sont limités au niveau des activités de la branche extractive c'est-à-dire dans le domaine d'exploitation minière.

A la fin des années 80, face aux différents problèmes qui freinent le développement des PED notamment Madagascar à savoir l'intensification de la pauvreté, le problème de financement qui entraîne un endettement lourd, ces dernier poussent le pays à lancer dans une stratégie d'incitation des IDE. La mise œuvre de cette stratégie consiste d'une part, sur l'élaboration du code d'investissement et d'autre part, la mise en place des zones franches, ces derniers favorisent l'essor des investisseurs privées. L'instauration de ces deux régimes permet pour le pays de relancer son économie et constitue l'une des mesures essentielles pour attirer les investisseurs. En 1989, l'Etat Malagasy a établi le régime de Zone franche et postule que quatre types d'entreprises³⁹ peuvent être agréés à ce régime à savoir :

- ✓ les entreprises de promotion-exploitation (EPE) chargés des travaux d'aménagement et de construction, de la gestion et de la promotion des zones franches industrielles ;
- ✓ les entreprises industrielles de transformation ;
- ✓ les entreprises de services ;
- ✓ les entreprises de production intensive de base.

³⁹ RAZAFINDRAKOTO Mireille, « *Les déterminants des investissements directs étrangers à Madagascar* », Economie de Madagascar n°1, 1996, P. 211.

Concernant les trois (3) derniers entreprises, la totalité de leur production sera destinée à l'exportation ; pourtant au niveau fiscal, les incitations de ce dernier sont très limitées. Pour les impôts sur les bénéfices (IBS), une période de grâce a été accordée pour ces entreprises c'est-à-dire, une réduction de l'IBS à un taux de 10% qui est égale à l'impôt correspondante à 75% du montant des nouveaux investissements.

L'extension des flux d'IDE est marquée par la libéralisation du marché local, de l'ouverture de l'économie et de la politique de désengagement de l'Etat. Depuis 1990, les investisseurs étrangers concentrent leurs activités dans divers secteurs comme : le secteur textile avec une part d'IDE qui était augmenter de 20 % à 41 %, le secteur de télécommunication et le secteur tourisme. Ces derniers se développent grâce à l'ouverture et à la libéralisation de ces secteurs. Le gouvernement Malagasy a établi une règle sur la détermination de l'investissement à Madagascar en 1999 qui est composé par le code des investissements et le décret N° 99-954 du 15 Décembre 1999. Cet année est aussi marquée par la création de l'Espace des Promotions des Investissements (EPI), l'EPI vise à aider les investisseurs en donnant des conseils et des informations nécessaires à la réalisation de leurs projets.

Depuis l'année 2000 à 2005, l'Etat Malagasy a mis en place une politique de promotion des IDE pour assurer son développement. En 2001, la part des flux d'IDE sur la croissance économique est très significative alors qu'en 2002 face à la crise sociopolitique, cette part a été diminuée. En 2003, l'EPI a été remplacée par le Guichet Unique des Investissements et de Développement des Entreprises (GUIDE), ce dernier est instauré afin de faciliter les procédures administratives pourtant sur la distribution de permis de travail, l'accès aux fonciers et le visa des investisseurs étrangers. En 2004, les flux d'IDE⁴⁰ ont augmenté à 177,7 milliards d'ariary par rapport en 2003 qui était à 118,2 milliards d'ariary. Et en 2005, les flux d'IDE ont baissés à un taux de croissance de 3,4%.

En 2006, l'Etat Malagasy à mise en place l'Economic Development Board Of Madagascar (EDBM) ou le conseil pour le Développement Economique de Madagascar à la place du GUIDE pour que Madagascar devienne la destination la plus avantageuse des IDE dans le continent Africain et de l'Océan Indien. L'instauration de l'EDBM consiste pour :

- proposer des politiques et mesures d'incitation en vue d'attirer les investissements étrangers, encourager les industries locales ;

⁴⁰INSTAT/BCM, « Enquête IDE/IPF, INSTAT/BCM », 2005, p 22

- améliorer le climat des affaires ;
- créer une nouvelle loi sur les investissements qui simplifiera les procédures.

En constat une hausse rapide des IDE en 2007, ils passaient à un niveau de 10,5 pour cent du PIB nominal par rapport en 2006 qui était de 5,3 pour cent. Cette expansion est liée à la phase de construction des deux grands projets miniers QMM et Sherrit d'Ambatovy. Le gouvernement Malagasy a opté pour une nouvelle loi sur les investissements qui était promulguée en janvier 2008. Cette loi vise à attirer les investisseurs étrangers en particulier dans le secteur minier.

La crise politique de l'année 2009 a touchée le pays, Madagascar a connu une forte récession qui s'est traduite par un taux de croissance négatif de – 3,7 pour cent. Cette crise a touchée tous les secteurs d'activités. Selon l'INSTAT et la BCM *« l'année 2009 a montré un léger fléchissement du rythme de croissance des IDE entrants. En effet, le taux d'accroissement en valeur cette année a été de 25%, en baisse par rapport à celui enregistré entre 2007 et 2008. Ce phénomène vient d'une part de la crise financière mondiale et d'autre part de la crise politique. Certains analystes ont avancé l'hypothèse d'une fuite des capitaux suite à ces différentes crises⁴¹ »*.

Pendant les années 2010 à 2012, l'INSTAT stipule que la part de Madagascar dans les flux d'IDE entrants en Afrique s'est stabilisés. En 2011, les flux d'IDE entrants ont été estimés à 1 639,9 milliards d'ariary alors qu'en 2012, ces flux étaient à 1 783,4 milliards d'ariary, soit une augmentation de 9,1 pour cent en monnaie locale.

Bref, la première section a donné un aperçu historique de l'IDE ; examinons maintenant dans la seconde section les caractéristiques des IDE à Madagascar.

Section 2- Les caractéristiques des IDE à Madagascar

2-1 Typologies des IDE à Madagascar

D'après l'enquête de l'INSTAT et de la BCM, il existe deux catégories d'IDE à Madagascar à savoir : d'une part les activités hors extractives et d'autre part celle des activités extractives. Les activités hors extractives sont les suivantes : agriculture, chasse, élevage, sylviculture, pêche, pisciculture, aquaculture, activités de fabrication, production et

⁴¹INSTA/BCM. « Enquête IDE/IPF 1er semestre 2010 », p 13

distribution d'électricité, de gaz et d'eau, construction et BTP, commerce et réparation véhicule, hôtels et restaurants, transport et auxiliaires de transport, activités financières, immobilier, location et services aux entreprises, distribution de produits pétroliers, télécommunication et autres branches. En 2009, la France⁴² garde une place importante dans ces activités hors extractives, en terme de stock d'IDE reçu, la branche d'« activités financières » occupe la première place avec un taux de 27 pour cent, ensuite dans la branche d'activité « distribution de produits pétroliers » à 21 pour cent et en troisième place, la branche d'activité « construction BTP » à un taux de 16 pour cent. Ensuite l'île Maurice, le stock d'IDE Mauricien touchent essentiellement au niveau de trois (3) branches comme étant : la « distribution de produits pétroliers » est de 41 pour cent, après les « activités financières » a un taux de 24 pour cent et la « Télécommunication » a 21 pour cent.

En ce qui concerne les IDE dans les branches d'activités extractives, ce dernier est dominé par le Canada⁴³ qui investit dans les projets miniers comme le Qit Minerals of Madagascar (QMM) et les projets d'Ambatovy a un taux de 26,9 pour cent, ensuite le Japon avec un taux de 18,5 pour cent, la Corée du Sud de 18,3 pour cent et enfin le Royaume-Uni a 17,7 pour cent.

2-2 Les modes de financements de l'IDE

Avant d'entamer les modes de financements de l'IDE, nous allons voir d'abord les différents types d'entreprises d'IDE et ses caractéristiques.

D'après l'enquête de l'INSTAT et de la BCM en 2009, elles affirment que trois types d'entreprises d'IDE peuvent exister à savoir: l'entreprise affiliée, la filiale, la succursale. Le tableau ci-dessous montre les caractéristiques de ses entreprises selon leur type, leur forme juridique, le régime fiscal adopté, leur branche d'activité.

⁴²INSTA/BCM, « Enquête IDE/IPF 1er semestre 2010 », p 9

⁴³ INSTAT/BCM, « Enquête IDE/IPF », 2001, p 17

Tableau 4 : Caractéristique des entreprises d'IDE créées en 2009

		Entreprise Affiliée		Filiale		Succursale		Ensemble	
		Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Régime fiscal	Droit commun	14	100	16	100	11	100	41	100
	Zone franche	0	0	0	0	0	0	0	0
	Ensemble	14	100	16	100	11	100	41	100
Forme juridique	SA	1	7,1	1	6,3	0	0,0	2	4,9
	SARL	11	78,6	15	93,8	9	81,8	35	85,4
	Autre	2	14,3	0	0,0	2	18,2	4	9,8
	Ensemble	14	100	16	100	11	100	41	100
Branche d'activités	Agriculture	2	14,3	0	0,0	0	0,0	2	4,9
	Activités extractives	1	7,1	1	6,3	1	9,1	3	7,3
	Construction et BTP	0	0,0	2	12,5	0	0,0	2	4,9
	Commerce	4	28,6	7	43,8	6	54,5	17	41,5
	Hôtels et restaurants	0	0,0	1	6,3	2	18,2	3	7,3
	Transports	1	7,1	4	25,0	0	0,0	5	12,2
	Activités financières	1	7,1	0	0,0	0	0,0	1	2,4
	Immobilier, services	5	35,7	1	6,3	2	18,2	8	19,5
	Ensemble	14	100	16	100	11	100	41	100

Source : Enquête IDE/IPF 2009, BCM/INSTAT. p 25

Le mode de financement des investissements se réalisent à long terme c'est-à-dire permanent. D'après l'INSTAT⁴⁴ et la BCM, il existe quatre types des modes de financements des investissements des entreprises à savoir :

➤ Les apports en capital

⁴⁴INSTAT/BCM, « Enquête IDE/IPF », 2006-2007, p 6

- les apports en compte courant
- les emprunts à plus de 1 an
- les emprunts à moins de 1 an

Tableau 5 : Les financements reçus des entreprises à capitaux étrangers en 2006 et 2007

Types de financements	2006	2007
Apport en Capital	43,8	69,4
Apport en compte courant	467,9	452,0
Emprunt à plus de 1 an	44,3	1 343,2
Emprunt à moins de 1 an	21,5	7,4
TOTAL	577,5	1 872,1

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007, p 7

D'après ce tableau, on constate qu'il y a une hausse des financements reçus par des entreprises à capitaux étrangers, en 2006, le total est estimé à 577,5 milliards d'ariary alors qu'en 2007, il passe à 1 872,1 milliards d'ariary. Parmi ces types des financements reçus des entreprises des capitaux étrangers, les « apports en compte courant » gardent une place importante avec un taux de 81 pour cent de l'ensemble pendant l'année 2006. Pour l'année 2007, les « apports en compte courant » ne présentent que de 24 pour cent du total de financements reçus.

Le premier chapitre mentionne notamment les faits historiques ainsi que les caractéristiques des IDE à Madagascar. Le chapitre qui suit énoncera les facteurs déterminants et l'évolution de l'IDE à Madagascar.

CHAPITRE II : Les facteurs déterminants et l'évolution des IDE à Madagascar

Dans ce présent chapitre, nous allons voir en premier lieu les facteurs déterminants des IDE, et en second lieu, ce qui concerne l'évolution des IDE à Madagascar.

Section 1- Les facteurs déterminants de l'IDE à Madagascar

Les déterminants de l'IDE se définit comme l'ensemble des facteurs qui sont à l'origine des EID d'investir dans un secteur d'activité bien précis et dans un territoire bien déterminé.

La « *théorie du cycle des produits* » initié par VERNON ⁴⁵(1966 et 1979) permet de comprendre les déterminants d'IDE. Cette théorie comporte trois phases comme étant :

- la phase de lancement, le produit nécessite une production à fort qualification du travail et il est destiné seulement aux PD ayant des consommateurs à haut revenus.
- la phase de maturité, le produit est fabriqué à grande échelle à raison d'une réduction de son coût unitaire. Il est exporté vers des autres PD en vue de contourner les barrières douanières, de conquérir d'autres marchés étrangers.
- La phase de déclin du cycle, le produit est fabriqué en masse et la fabrication du produit est délocalisée vers les PED car ces derniers disposent de coûts de main d'œuvre faible et de l'élasticité de prix de la demande importante.

Madagascar dispose d'un certain nombre d'avantages qui devraient lui permettre d'assurer sa croissance économique. Ces avantages sont multiples surtout au niveau des ressources naturelles tel que l'agriculture, les matières premiers, les mains d'œuvre abondante et aussi et surtout dans le secteur minier et énergétique comme par exemple le Nickel et Cobalt à Soalala qui est exploité par le groupe Dynatec à Ambatovy et l'ilménite à Ford Dauphin exploité par le groupe QMM et le KRAOMA SA par le projet de Bemanevika.

On peut aussi noter que la situation géographique et les caractéristiques de la population du pays, la politique macroéconomique, le comportement des marchés nationaux et internationaux, la bonne infrastructure, les initiatives de promotion de l'investissement, la disponibilité des ressources naturelles sont parmi les facteurs déterminants de l'IDE.

⁴⁵ VERNON R. "*The product cycle hypothesis of international trade: US export of consumer durables*", Oxford Bulletin of Economics and statistics, 1979, p 255-258.

Mireille Razafindrakoto (1996), montre dans son étude sur « *les déterminants des investissements directs à Madagascar* » que plusieurs facteurs peuvent influencer sur les flux d'IDE à savoir :

- « *la performance économique du pays ;*
- *le niveau d'industrialisation ;*
- *l'ouverture du pays ;*
- *l'existence de ressources naturelles exploitables ;*
- *la taille du pays qui peut révéler un marché national important ;*
- *la situation géographique qui peut permettre l'accès à un marché régional ;*
- *la faiblesse des coûts, notamment de la main d'œuvre ;*
- *la qualification de la main d'œuvre ;*
- *le niveau de développement des infrastructures ;*

D'autres paramètres devraient également être pris en compte telles que l'importance des mesures d'incitations fiscales, l'efficacité de l'administration, la clarté, la facilité des démarches à suivre pour investir dans les pays, ainsi que la stabilité politique⁴⁶ ».

La précédente section a formulé en ce qui concerne les facteurs déterminants de l'IDE, l'évolution de ce sujet sera développée dans la section qui va suivre.

Section 2 - L'évolution des IDE entre 2009 et 2012

2-1- Les stocks des IDE à Madagascar

Le stock d'IDE correspond à un niveau constaté de la valeur totale des capitaux dans pays à un moment donné. Il existe deux (2) types de stocks d'IDE à savoir : d'une part, il y a ce qu'on appelle stock entrant qui exprime la valeur totale des capitaux étrangers dans un pays et d'autre part, le stock sortant qui correspond à la valeur totale des capitaux nationaux sortis du même pays vers l'étranger à une période donnée. Par rapport à ces différents types de stocks, Madagascar est caractérisé par le stock d'IDE de type entrant qui est plus significative par rapport au stock d'IDE sortant.

⁴⁶ RAZAFINDRAKOTO Mireille, « *Les déterminants des investissements directs étrangers à Madagascar* », Economie de Madagascar n°1, 1996, p 196

L'évolution globale du stock d'IDE a été marquée par deux périodes différentes :

- La première période, avant l'année 2006 : cette période a été marquée par une faible pénétration des IDE dans l'économie Malagasy avec un taux de croissance qui est égale à 23 pour cent jusqu'en 2005⁴⁷.
- La deuxième période, de 2006 à nos jours : dans cette période on a constaté que les IDE connaissent une phase d'expansion c'est-à-dire par rapport à la première période, le stock d'IDE a été augmenté dans la deuxième période en raison de la mise en œuvre des deux grands projets miniers à savoir le QMM qui exploite l'ilménite et l'exploitation du nickel et du cobalt par Ambatovy. Le schéma ci-dessous montre l'évolution du stock d'IDE de 2000 à 2012.

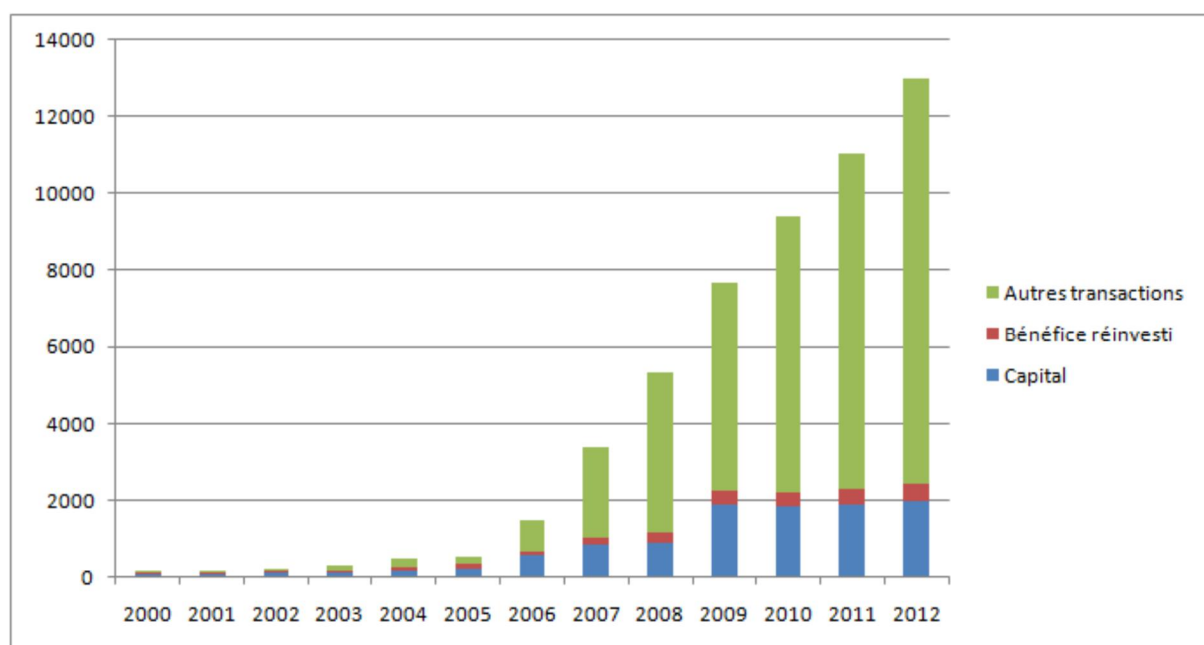


Figure 3: Evolution du stock d'IDE de 2000 à 2012

Source : Enquête IDE/IPF 2012, BCM/INSTAT

En 2009, les stocks d'IDE ont atteint la valeur de 7 716,7 milliards d'ariary c'est-à-dire une croissance de 48 pour cent. Cet année est marquée par une hausse de 20,4 pour cent des stocks d'IDE, cela est dû par un renforcement de la part des IDE affectés aux activités extractives réalisées par les investisseurs miniers. On a constaté à cette même année que le poids du « capital » a augmenté par rapport à celle de l'année 2008. La participation du capital dans la variation du stock d'IDE a augmenté de 38,6 pour cent par contre, pour l'année 2008, ce type de capitaux n'a que 3,4 pour cent.

⁴⁷ INSTAT/BCM, Enquête IDE/IPF, 2012, p 9

A la fin l'année 2010 d'après l'INSTAT et la BCM, face à l'expansion de l'IDE, les stocks d'IDE dans le pays a fortement évolués avec un montant de 9 405,7 milliards d'ariary alors qu'en 2009, le stock d'IDE n'est que 7 716,7 milliards d'ariary. La période entre 2007 et 2010 a été marquée par une diminution du rythme d'accroissement du stock d'IDE car selon l'INSTAT, cette diminution est égale à un taux de 22 pour cent en 2010 alors qu'en 2007, ce taux était de 112 pour cent. A cause de la crise politique depuis 2009, les investisseurs directs concentrent leurs activités au niveau des « autres transactions » qui correspondent à une valeur de croissance de 31, 5 pour cent en 2010 tandis que le « capital social » a diminué de - 1,3 pour cent et les « bénéfices réinvestis » diminuaient jusqu' a -0,3 pour cent.

A la fin de l'année 2011, l'INSTAT a enregistré 11 045,5 milliards d'ariary des stocks d'IDE c'est-à-dire par rapport à l'année 2010 qu'on a vue précédemment, ce dernier a été augmenté. En 2012, les stocks d'IDE sont estimés à 13 009,8 milliards d'ariary alors qu'en 2011, ils étaient à 11 045,5 milliards d'ariary, soit une hausse de 17,8 pour cent. Ainsi, les investisseurs concentrent leurs activités aux postes « autres transactions » qui ont été significatifs pour une hausse de 16,8 pour cent. Les postes « capital social » et « bénéfices réinvestis » ont augmenté respectivement de 2,9 pour cent et 19,9 pour cent.

2-1-1-Le stock d'IDE par branche d'activité

A Madagascar, l'IDE peut se réaliser dans plusieurs branches d'activités et ce dernier se répartissent en deux (2) grandes branches à savoir d'un côté, la branche d'activité sans attractive comme par exemple l'agriculture, la chasse, l'élevage et la sylviculture, la pêche, la pisciculture, l' aquaculture, les activités de fabrication, la production et la distribution d'électricité, de gaz et d'eau, la construction Bâtiments Travaux Public (BTP), le commerce et la réparation de véhicule, les hôtels et les restaurants, les transports et les auxiliaires de transport, les activités financières, l'immobilier, la location et les services aux entreprises, la distribution de produits pétrolières, la télécommunication et les autres branches ; d'un autre côté, il y a les activités extractives.

Avant l'année 2006, cette période a été marqué par l'intensification des entreprises de la branche « activités de fabrication » avec un montant de 111,3 milliards d'ariary en 2005, cette intensification a été réalisée grâce à la mise en place de la zone franche industriel, alors qu'en 2006, les branches d'activités extractives deviennent plus importantes.

Tableau 6 : Le stock d'IDE par branches d'activités de 2008 à 2011 (en milliards d'ariary)

Branches d'activités	2008	2009	2010	2011
Agriculture, chasse, élevage et sylviculture	18,3	32,5	31,7	28,4
Pêche, pisciculture, aquaculture	22,5	41,3	76,0	83,3
activités de fabrication	176,9	276,5	318,0	455,0
Production et distribution d'électricité et d'eau	1,1	1,4	1,6	5,4
Construction BTP	301,6	333,6	387,2	446,1
Commerce et réparation de véhicule	107,2	138,2	156,6	190,6
Hôtels et restaurants	173,1	210,6	246,7	248,5
Transports et auxiliaires de transport	11,2	22,1	25,0	28,7
Activités financières	213,5	273,2	330,6	585,6
Immobilier, location et services aux entreprises	29,4	37,0	47,5	118,3
Distribution de produits pétroliers	116,8	182,2	240,4	248,2
Télécommunication	282,5	368,3	384,8	457,2
Autres branches		0,2	0,1	0,1
Total sans extractives	1 454,2	1 916,8	2 245,9	2 895,4
Activités extractives	3 729,9	5 799,8	7 159,8	8 150,2
Total	5 184,1	7 716,6	9 405,7	11 045,6

Source : INSTAT/BCM, Enquête IDE/IPF, 2011, p 17

D'après le tableau ci-dessus, en 2008, les stocks d'IDE ont été évalué à 5 184,1 milliards d'ariary le total, la part des activités sans extractives est égal à 1454,2 milliards d'ariary et pour les activités extractives, sa part est de 3 729,9 milliards d'ariary. Par contre pour l'année 2009, on a constaté une augmentation des stocks d'IDE par rapport en 2008. Les stocks d'IDE reçu par la branche des « activités extractives » ont été enregistré à un montant de 5 799,8 milliards d'ariary cela signifie que ce dernier correspond à un taux d'accroissement de 75, 2 pour cent de l'ensemble du stock d'IDE reçu par le pays.

Pour l'année 2010, les stocks d'IDE correspondent à une valeur de 9 405,7 milliards d'ariary le total entre les deux branches d'activités. Enfin en 2011, on a enregistré 2895,4 milliards d'ariary au niveau des branches d'activités sans extractives et 8 150,2 milliards d'ariary pour les branches d'activités extractives des stocks d'IDE, au total on a alors 11 045,6 milliards d'ariary des stocks d'IDE reçu par le pays.

2-1-2-Les stocks d'IDE par pays

En termes d'IDE, plusieurs pays⁴⁸ ont été en collaboration avec Madagascar pour réaliser des projets d'investissements directs. Ces pays sont : Canada, Royaume-Uni, Japon, Corée du Sud, France, île Maurice, Etats-Unis, Italie, Chine, Bermudes, Réunion, Hong-Kong, Luxembourg, Suisse, Suède, Afrique du Sud, Pays-Bas, Inde et Autres. Le stock d'IDE reçu par le pays en provenance de ces différents pays se représente dans le tableau ci-après.

Tableau 7 : Le stock d'IDE reçu par pays en 2009 à 2012

En milliards d'ariary	2009	2010	2011	2012
Canada	1688,3	2200,4	2693,9	2946,4
Royaume-Uni	2 253,80	2270,3	2346,0	2371,0
Japon	1041,9	1404,3	1406,9	1409,9
Corée du Sud	873,3	1220,9	1223,6	1229,5
France	455,7	609,1	906,9	1648,6
île Maurice	492,9	551,7	940,7	1338,9
Etats-Unis	201,2	183,3	337,3	408,1
Italie	205,1	241,6	238,3	278,6
Chine	73,9	201,8	334,0	295,7
Bermudes	127,4	137,2	137,2	137,2
Réunion	33,0	56,9	97,9	140,8
Hong-Kong	75,5	78,4	77,7	77,7
Luxembourg	47,1	68,3	72,7	72,7
Suisse	33,5	63,5	71,8	75,6
Suède	31,7	31,7	31,7	31,9
Afrique du Sud	12,8	12,9	12,7	13,6
Pays-Bas	11,2	11,5	11,5	11,5
Inde	4,9	1,6	1,6	21,6
Autres	53,4	60,1	103,2	319,7
Total	7 716,6	9 405,7	11 045,6	12 829,0

Source : INSTAT/BCM, Enquête IDE/IPF, 2013, p 17

⁴⁸ INSTAT/BCM, « Enquête IDE/IPF », 2012, p 17

D'après le tableau ci-dessus, les pays comme Canada, Royaume-Uni et Japon occupent les trois premières places en termes d'IDE. Ces pays concentrent ses activités essentiellement dans la branche des « activités extractives ». On a remarqué que le stock d'IDE de l'année 2009 qui est de 7 716,6 milliards d'ariary a été augmenté jusqu'à 12 829,0 milliards d'ariary en 2012.

Ensuite après ses trois pays, il y a la Corée du Sud, la France, l'île Maurice et les Etats-Unis ; d'après l'enquête de l'INSTAT⁴⁹, les stocks d'IDE venant de ces sept (7) pays ont été évalué à un taux de 89,2 pour cent. (Voir annexe)

⁴⁹ INSTAT/BCM, « *Enquête IDE/IPF* », 2013, p 17

2-2- Les flux des IDE à Madagascar

Le flux constitue des mesures de l'IDE à un moment donné ou une variation des IDE entre deux dates. Le flux permet d'avoir tous les réalisations effectuées au cours d'une période donnée. Le flux d'IDE est égal à la somme des éléments suivantes : apports nets en capital accordés par l'IDE sous forme d'achat, d'action de part, de création de l'entreprise, ensuite les prêts nets qui sont les avances consentis par la maison mère à sa filiale et les prêts à court terme et enfin, les bénéfices non distribués. L'évolution des flux d'IDE entrants se présente dans le schéma ci-dessous :

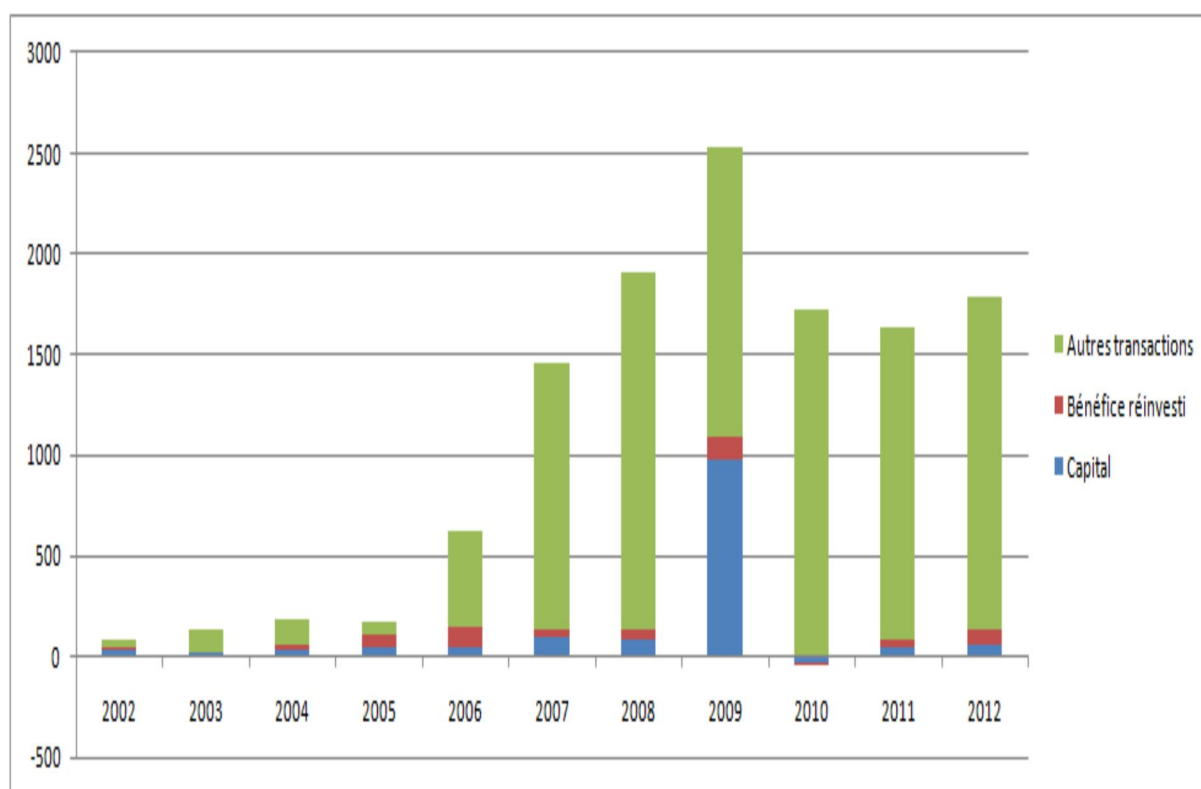


Figure 4 : Evolution des flux d'IDE entrants de 2002 à 2012
Source : INSTAT/BCM, Enquête IDE/IPF 2012, p 9

D'après cette figure, les flux d'IDE entrants connaissent une baisse significative. En 2009, les flux d'IDE reçus ont augmenté à 2 532,2 milliards d'ariary, alors qu'en 2010 le flux d'IDE connu une baisse considérable par rapport à l'année 2009, il était à 1 689,1 milliards d'ariary cela se représente par un accroissement de taux de -33 pour cent. L'augmentation enregistrée en 2009 provienne plus exactement du poste « autres transactions » qui a été évalué à 56,8 pour cent de l'ensemble des flux, on constate qu'il y a une baisse à cause de l'accroissement de la part du poste « capital social » qui correspond à 38,6 pour cent du total des flux et la part des bénéfices réinvesties n'est que 4,6 pour cent dans l'ensemble des flux.

La crise sociaux politique a des impacts négatifs pour le pays parce que d'une part, elle a entraîné une réduction des flux d'IDE entrant et d'autre part, les IDE ont demeurés dans l'incertitude d'où le phénomène de désinvestissement.

On constate aussi que pour l'année 2011, le flux d'IDE entrant est diminué jusqu'à 1 639,9 milliards d'ariary par rapport à l'année précédente. Cette diminution est due essentiellement à la réduction dans le poste « autres transactions » avec une baisse de 9,7 pour cent par rapport à l'année 2010. Ensuite, le flux du « capital social » est passé de 49,3 milliards d'ariary contre -2,9 milliards d'ariary en 2010. Ce flux a été augmenté grâce aux apports des IDE étrangers créés au cours de l'année 2011 et les bénéfices réinvesties ont évalué positivement à 32,7 milliards d'ariary en 2011 par contre en 2010, ils étaient à -5,8 milliards d'ariary.

En 2012, le flux d'IDE entrant est passé à 1 784,4 milliards d'ariary alors qu'il était de 1 639,9 milliards d'ariary pour l'année 2011. On a remarqué que le flux d'IDE entrant en 2012 a augmenté et cela implique une hausse de la monnaie locale à un taux de 9,1 pour cent à raison de l'augmentation du flux dans le poste « autres transactions ». Le flux du « capital social » est évalué à 56,5 milliards d'ariary alors qu'en 2011, il était 49,3 milliards d'ariary et celui des bénéfices réinvesties, ce dernier ont passée de 75,8 milliards d'ariary tandis que en 2011, il était à -32,7 milliards d'ariary.

2-2-1- Flux d'IDE entrants par branche d'activité

Deux branches d'activités ont attiré la majorité des flux d'IDE à Madagascar entre l'année 2009 à 2012⁵⁰. Il s'agit d'un côté de la branche d'activité « hors extractives » prenons par exemple l'agriculture, commerce, activité de fabrication, ...et de l'autre côté, les branches des « activités extractives ». Le tableau ci-dessous montre l'évolution des flux d'IDE par branche.

⁵⁰ INSTAT/ BCM, « *Enquête IDE/IPF* », 2012, p 10

Tableau 8: Les flux d'IDE par branches d'activités entre 2009 à 2012 (en milliards d'ariary)

Branches d'activités	2009	2010	2011	2012
Agriculture, chasse, élevage et sylviculture	14,2	-0,8	-3,3	10,1
Pêche, pisciculture, aquaculture	18,8	34,7	7,3	41,7
activités de fabrication	99,6	41,5	137	93,6
Production et distribution d'électricité et d'eau	0,3	0,2	3,8	1,1
Construction BTP	31,9	53,6	58,9	0,5
Commerce et réparation de véhicule	30,9	18,4	34	48,7
Hôtels et restaurants	37,5	36,1	1,8	6,0
Transports et auxiliaires de transport	10,9	2,9	3,7	30,0
Activités financières	59,7	57,4	245,4	532,5
Immobilier, location et services aux entreprises	7,6	10,5	70,8	31,6
Distribution de produits pétroliers	65,4	58,2	7,8	14,3
Télécommunication	85,8	16,5	72	222,9
Autres branches	0,2	-0,1	0	-
Total sans extractives	462,7	329,1	639,3	1 032,9
Activités extractives	2 069,8	1 360,0	1 000,6	750,5
Total	2 532,5	1 689,1	1 639,9	1 783,4

Source : INSTAT/BCM, Enquête IDE/IPF, 2012, p 10

D'après le tableau ci-dessus, les flux d'IDE par branches d'activités entre l'année 2009 à 2012 connaissent deux phases significatives : la première phase est pour l'année 2009 à 2011 où il est marqué par une diminution des flux d'IDE par branche d'activité et la deuxième phase concerne l'année 2012 où les flux d'IDE ont été augmentés.

Pour l'année 2009, le flux d'IDE a été de 2 532,5 milliards d'ariary par rapport à l'année 2008 qui était à 1 914,8 milliards d'ariary, soit une hausse de 32,3 pour cent. L'année 2010 est marquée par une réduction des flux d'IDE entrants à 1 689,1 milliards d'ariary par rapport à l'année précédente, le flux d'IDE a baissé avec un taux de 33 pour cent. En 2011, le flux d'IDE entrants par branche d'activité diminue à 1 639,9 milliards d'ariary par rapport à l'année 2010, soit une baisse de 2,9 pour cent.

Pour l'année 2012, le flux d'IDE par branche d'activité augment à 1 783,4 milliards d'ariary par rapport à l'année précédente, il a été augmenté à un taux de 8,8 pour cent. Les

entreprises dans la branche « activité financière », « télécommunication » et de la « pêche et aquaculture » contribuent à cette hausse de flux d'IDE, l'accroissement de ces flux d'IDE est due aux augmentations du capital et des dettes contractées par certaines entreprises opérantes dans ces branches.

Pour les branches « activités extractives », le flux d'IDE a continué de chuter depuis l'année 2010 jusqu'en 2012 c'est-à-dire en 2010, il était 1 360,0 milliards d'ariary et en 2012, il a diminué jusqu'à 750,5 milliards d'ariary. La fin des grandes investissements dans le secteur minier tel que le QMM et SHERITT est la cause de cette diminution.

2-2-2- L'origine des flux d'IDE

Les pays à l'origine des flux d'IDE entrants sont multiples à savoir la France, île Maurice, Canada, Etats-Unis, Royaume-Uni, Chine, Japon, Crée du Sud, Italie et autres pays⁵¹. D'après l'INSTAT, les cinq premiers pays investisseurs ont été : Canada, île Maurice, France, Chine et Etats-Unis. Ces pays concentrent leurs activités dans les grands projets minières, les activités financières, la télécommunication, et les activités de fabrications. Le tableau ci-après montre l'évolution des flux d'IDE par pays d'origine entre l'année 2009 et 2012.

⁵¹ INSTAT/BCM, « *Enquête IDE/IPF* », 2012, p 9

Tableau 9 : Evolution des flux d'IDE par Pays d'Origine entre 2009 et 2012 (en milliards d'ariary)

Pays	2009	2010	2011	2012
France	112,6	153,4	293,3	425,0
Maurice, île	245,6	58,8	389	398,2
Canada	682,1	512,1	502,3	504
Etats-Unis	109,8	5,7	154	70,8
Royaume-Uni	449,1	16,5	75,7	25
Chine	17,6	127,9	129,3	85,6
Japon	462,5	362,4	2,7	3,0
Corée du sud	468,6	347,6	2,6	5,0
Italie	30,9	36,5	-3,3	40,3
Autres	-55,3	68,2	94,3	226,5
TOTAL	2 532,5	1 689,1	1 639,9	1 783,4

Source : d'après l'auteur selon les données de l'Enquête IDE/IPF 2013, BCM/INSTAT

D'après le tableau ci-dessus, depuis l'année 2009 jusqu'en 2012, l'évolution des flux d'IDE par pays d'origine est marqué par une baisse significative. En 2009, le flux d'IDE est de 2 532,5 milliards d'ariary et en 2010, il était à 1 689,1 milliards d'ariary, soit une baisse de 33 pour cent par rapport à l'année précédente. En 2011, le flux d'IDE est évalué à 1 636,9 milliards d'ariary alors qu'en 2012, il augmente à 1 783,4 milliards d'ariary. Cette augmentation entre 2011 et 2012 est estimée à un taux de 8,8 pour cent.

Pour mieux éclaircir ce tableau, on va prendre la France et l'île Maurice par exemple : le flux d'IDE entrant réalisé par la France augmente d'une année à l'autre. Pour l'année 2009, le flux d'IDE est de 112,6 milliards d'ariary alors qu'en 2012, il atteint la somme de 425,0 milliards d'ariary. D'après l'INSTAT, les flux d'IDE venant de la France se sont orientés vers les « activités financières », « activités extractives » et « commerce ».

Pour l'île Maurice, les flux d'IDE ont diminué pour l'année 2009 à 2010 c'est-à-dire il y a une baisse de 77 pour cent alors qu'en 2011 à 2012, les flux d'IDE en provenance des investisseurs Mauriciens connaissent une hausse. En 2012, le montant des flux d'IDE est de 398,2 milliards d'ariary par rapport à l'année 2011 qui était à 389 milliards d'ariary, soit une augmentation d'un taux de 2,4 pour cent.

CHAPITRE III : L'analyse des impacts des IDE sur la croissance économique de Madagascar

Depuis l'installation des grands sites d'exploitation miniers comme le QMM et le Sheritt d'Ambatovy, la croissance économique se voit ranimer par ces derniers. Mais l'avènement de la crise sociopolitique au début de l'année 2009 a entraînée plus d'incertitude tant politique, qu'en économique et freiné généralement la croissance économique.

Plusieurs auteurs ont démontré la relation qui existe entre l'IDE et la croissance économique comme nous avons vue dans le tableau n°3 concernant l'étude empirique entre l'IDE et la croissance. L'étude sur la relation qui existe entre l'IDE et la croissance nous permet de savoir les impacts des IDE sur la croissance économique que ce soit positifs ou négatifs. Ce troisième chapitre met l'accent sur l'analyse des impacts des IDE sur la croissance économique à Madagascar. Pour un meilleur aperçu, cette section sera subdivisée en deux (2) : tout d'abord dans la première section nous allons voir les différentes études sur l'IDE et la croissance économique à travers un modèle économétrique d'après M.DEMBELE A M (2008) et RANDRIANARIVONY F A (2003), ensuite dans la deuxième section, les impacts des IDE sur la croissance à Madagascar (2009-2012).

Section 1 : Les différentes études sur l'IDE et la croissance économique à travers un modèle économétrique

L'objet principal de cette étude est d'analyser l'impact des IDE sur la croissance économique de Madagascar. Pour ce faire, nous allons voir quelques études à travers un modèle économétrique qui montre cet impact des IDE sur la croissance économique.

M.DEMBELE A M (2008) a essayé d'étudier l'impact des IDE sur la croissance économique en Côte d'Ivoire. Pour ce faire, il a utilisé une démarche économétrique de type log-linéaire en s'inspirant de celui de Mansouri (2003) basé sur un modèle de Solow. En effet, en s'appuyant sur ce modèle économétrique, il utilise des données collectées auprès de la Direction de la Conjoncture, de la Prévision Economiques et de l'Agence Principale de la BCEAO de la Côte d'Ivoire sur une période de 1970-2007. Dans son estimation de la fonction d'IDE, il considère d'une part l'IDE comme une variable expliquée c'est-à-dire la variable endogène mesuré en pourcentage du PIB et d'autre part, les variables explicatives sont les facteurs déterminants des IDE à savoir :

- le PIB ou le taux de croissance du PIB en terme réel ;
- l'ouvert est le taux d'ouverture économique ;

- l'inflat est le taux d'inflation ;
- l'eparg est l'épargne nationale en pourcentage du PIB ;
- inmon est le taux d'intérêt monétaire.

Après avoir fait son étude, il constat les résultats suivants :

- « L'IDE n'a pas d'influence sur la croissance économique car la statistique de Fisher (-1,04237) est inférieure à celle lue dans la table de Fisher (1,96). Il n'a pas aussi d'influence sur l'inflation, sur l'épargne nationale, sur le taux d'intérêt monétaire. Par contre, l'IDE a une influence positive sur le taux de couverture économique (Exportation/Importation).
- L'analyse de la causalité nous a indiqué que les informations antérieures sur le niveau des IDE ne permettent pas une meilleure prévision du niveau de croissance économique. L'application du test à ces variables prises deux à deux pour un retard optimal d'une période, indique que l'IDE cause l'ouverture économique et globalement toutes les variables causent l'inflation. Par ailleurs, on ne note aucune relation de causalité au sens de Granger entre les autres variables.
- Suite à ces résultats, nous concluons que l'IDE n'a pas d'influence sur la croissance économique en Côte d'Ivoire pour plusieurs raisons :
 - Le taux de croissance des IDE entrant est trop faible (autour de 2%) par rapport au taux de croissance global des investissements (soit 9% en 2007) pour influencer le PIB;
 - les variables retardées d'une période ne permettent pas de voir l'impact des IDE sur la croissance économique ;
 - la croissance économique en Côte d'Ivoire est tirée essentiellement par le secteur primaire notamment le café et le cacao alors que les IDE ne sont pas orientés vers ce secteur. L'IDE est orienté vers le secteur industriel ⁵²».

RANDRIANARIVONY F A (2013) a fait une estimation économétrique en utilisant la méthode de Vector Auto Regression (VAR) à l'aide d'un logiciel Eviews 8. Le but de son étude est de déterminer les facteurs déterminants des IDE à Madagascar. Pour ce faire, il considère l'IDE comme une variable expliquée mesuré en pourcentage d'IDE et les autres facteurs déterminants d'IDE comme variables explicatives à savoir :

⁵² M.DEMBELE A M « Impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Côte d'Ivoire », 2008, éditeur GPE 9, p 47-48

- FBCF privée qui est la part des IDE (en % du PIB)
- OUV qui est l'ouverture du pays (en % du PIB)
- DETTE qui est le ratio du service de la dette (en % du PIB)

Après son estimation, il a obtenu les résultats suivants :

- *« Les résultats montrent d'une part un effet négatif du secteur privé sur l'arrivée des investisseurs et d'autre part un effet positif des IDE sur la variation des investissements privée (FBCF privée). Cette situation s'apparente à une inadaptabilité dans un premier temps des investissements privés à la venue des IDE mais après quelque temps le phénomène d'externalité positif (de transfert de technologie et de savoir-faire) va développer le secteur privé. Par ailleurs l'effet négatif causé par les investissements privés sur l'IDE reste moins significatif par rapport aux effets des IDE sur la croissance des investissements privée.*
- *l'ouverture économique a un effet pervers sur la croissance des IDE. Ceci montre que des efforts sont nécessaires afin de faciliter l'importation et l'exportation des marchandises. Le problème de l'ouverture économique malagasy peut provenir des impôts qui font obstacles aux internationales.*
- *Le signe négatif du coefficient du service de la dette est conforme à la littérature économique qui est signe d'une instabilité macroéconomique. Une augmentation du service de la dette implique une réticence des investisseurs en raison de l'incapacité du gouvernement à honorer ses engagements. (...) une diminution de la dette encourage les investisseurs à investir à Madagascar. Comme Madagascar se trouvait parmi les pays les plus endettés, l'évolution du paiement de la dette est très suivie par la communauté internationale. Ainsi, cette variable peut freiner les IDE. Ce pendant le ratio de service de l'endettement extérieur a un effet positif sur la formation brute de capital fixe privée (FBCF privée) d'après l'estimation⁵³ ».*

Les résultats de ces estimations montrent que le facteur attirant des IDE est le FBCF privé car ce dernier a un effet positif sur l'IDE. Par contre les facteurs repoussants l'afflux des IDE sont l'ouverture économique par l'existence d'un effet pervers sur la croissance des IDE et le ratio du service de la dette.

⁵³ RANDRIANARIVONY F A, « L'analyse des déterminants de l'investissement direct étranger à Madagascar », 2013, p 53-54

A travers ces études d'une part sur l'impact des IDE sur la croissance en Côte d'Ivoire par M.DEMBELE A M et d'autre part sur l'analyse des déterminants des IDE cas de Madagascar qui a été présenté par RANDRIANARIVONY F A , nous avons pu voir une corrélation entre la croissance économique et les IDE , à vrai dire, la relation entre l'IDE et la croissance économique existe que soit corrélation positif ou négatif. Il semble évident alors que cette relation existe à Madagascar. C'est en effet, ce que nous cherchons à démontrer dans la dernière section.

Plusieurs analystes ont tenté de démontrer antérieurement les impacts de l'IDE sur la croissance économique dans la première section. Qu'en est-il de celui de Madagascar entre 2009 à 2012 ?

Section 2 : L'impact des IDE sur la croissance économique à Madagascar (2009-2012)

D'après l'étude précédant, on a vu que l'IDE joue un rôle important pour relancer la croissance économique. Malgré les retombés positifs tels que la création d'emploi, la contribution aux recettes fiscales, à l'amélioration de la balance de paiement et le transfert de la technologie, d'autre acteur et secteur de l'économie ne tirent pas profit des IDE. La crise financière mondiale et la crise sociopolitique au début de l'année 2009 a entraîné une régression des activités économiques, soit une baisse de 3,7 pour cent au niveau du taux de croissance économique. La venue des IDE est-il réellement contribué à des impacts positifs sur la croissance économique de Madagascar ? Pour répondre a cette question, nous allons analyser successivement les impacts soient au niveau : de l'emploi, du taux de croissance du PIB, du commerce extérieur.

2-1- Impact sur l'emploi :

La venue de l'IDE favorise la création d'emploi alors que ce dernier est une des meilleures conditions au dynamisme de la croissance économique. La création d'emploi dans les EID peut entrainer des effets positifs comme étant une hausse des revenus et un transfert de technologie.

D'après l'enquête de l'INSTAT et la BCM, en 2009, l'effectif des EID est égal à 41 alors qu'en 2008, il était à 83, soit une diminution de 50 pour cent. Face à cette diminution, plus de 17 000 emplois ont été perdus du fait de la politique de licenciement et du chômage technique et aussi 649 entreprises ont été fermées notamment les entreprises qui ont été

touchées par la suspension de l'AGOA. La crise sociopolitique en 2009 a entraîné une réduction de la demande de travail et du coût de la main d'œuvre.

En 2010, l'effectif des entreprises créées sont augmentés de 51,5 pour cent par rapport en 2009. On a recensé 12 181 entreprises nouvellement créées, par contre, les entreprises fermées étaient au nombre de 72. A titre d'illustration, l'effectif des entreprises créées dans les Zones franches est égal à 9 pour l'année 2010 alors qu'en 2009, il était au nombre de 13, soit une diminution de 30,8 pour cent.

Dans les entreprises à capitaux étrangers en 2011, on enregistre une légère diminution des emplois à un taux de 2,5 pour cent contre 4,2 pour cent en 2010. La contraction du personnel dans certaines entreprises à capitaux étrangers est la cause de cette diminution. En termes de l'année 2012, l'on a remarqué une hausse des emplois au niveau des entreprises à capitaux étrangers, soit une augmentation de 5,1 pour cent. Un important recrutement du personnel dans les entreprises de type affiliées et les succursales est la raison de cet accroissement. D'après cet étude, les impacts des IDE sur l'emploi divisent en trois (3) périodes :

2009-2010 : on constat que durant cette période, l'effectif d'emploi généré par les EID a connu une hausse de 60 200 à 62 743⁵⁴, soit un accroissement de 4,2 pour cent. En favorisant la croissance économique, l'IDE contribue à la création d'emploi pendant cette période. Donc, ce constat nous montre que les IDE ont des impacts positifs sur la croissance économique du pays.

2010-2011 : les effectifs d'emplois créés par les EID ont été diminués pendant cette période aux nombres de 61 160 en 2011 alors qu'en 2010, ils étaient à 62 743, soit une baisse de 2,5 pour cent. L'IDE stimule la création d'emploi, par contre durant cette période, ce dernier a été réduit et cette réduction pourrait être défavorable pour la croissance économique. Donc, on peut conclure que, les IDE ont entraîné des effets négatifs sur la création d'emploi et sur la croissance économique de Madagascar.

2011-2012 : cette période a été marquée par une hausse d'effectif d'emploi généré par les EID, soit de 62 160 à 64 300. Cette augmentation peut entraîner des effets tangibles sur la croissance économique du pays ; les IDE ont des impacts positifs sur la création d'emploi.

⁵⁴ INSTAT/BCM, « Etude sur les IDE à Madagascar », 2011, p 21

2-2- Impact sur le taux de croissance du PIB :

Plusieurs raisons poussent les EID à s'implanter dans un pays, parmi ces raisons, l'objectif principal de ces entreprises est de maximiser leur profit. En effet, l'impact des IDE sur la croissance économique se reflètent souvent sur la production des entreprises à capitaux étrangers qui affecte le PIB. A travers leur implantation, les entreprises effectuent des activités dans un pays et génère une production. Cette production contribue à la création de valeur ajoutée (VA) dans un pays.

Par ce fait, la VA créée par des EID a atteint 875,1 milliards d'ariary en 2009⁵⁵ et elle passe à 939 milliards d'ariary en 2010, soit une hausse de 9,5 pour cent par rapport à celle de l'année précédente.

En 2011, on enregistre une légère augmentation de la VA à une valeur de 967,7 milliards d'ariary contre 939 milliards d'ariary en 2010, soit une hausse de 3 pour cent. Pour l'année 2012, la VA réalisée par des entreprises d'investissement étranger a été de 1 057,8 milliards d'ariary alors qu'en 2011, il était à 967,7 milliards d'ariary. On constate une légère augmentation de 9 pour cent. Cette augmentation est due à la hausse de la production de certaines entreprises.

La persistance de la crise sociopolitique en 2009 a atténué le taux de croissance du PIB qui avait atteint un pic en 2008. Pour l'année 2010, le taux d'accroissement du PIB connu une hausse modéré de 0,6 pour cent. Par ailleurs, en 2011, le taux de croissance du PIB est évalué à 1,8% alors qu'en 2012, il passe de 1,9%.

Malgré la durabilité de la crise sociopolitique qui frappe notre pays, le taux de croissance du PIB augmente d'une année à l'autre c'est-à-dire de 2009 à 2012. Ainsi, on peut dire que la croissance du PIB est l'un des effets favorables à la croissance économique du pays. D'où, l'IDE a d'influence sur le taux de croissance du PIB, autrement dit, les IDE ont des impacts positifs sur la croissance économique de Madagascar.

2-3- Impact sur le commerce extérieur :

Les IDE contribuent à relancer l'exportation manufacturière du pays, ils favorisent l'entré des devises, améliorent les recettes d'exportation et facilitent la création des réseaux qui permettent de trouver de nouveaux débouchés à l'extérieure.

⁵⁵ INSTAT/BCM, « Etude sur les IDE à Madagascar », 2010, p 21

Face à la crise financière mondiale et à la crise politique interne, l'année 2009 est caractérisée par une détérioration en termes de l'échange car on a enregistré une augmentation des prix des importations à un taux de 4,1 pour cent alors que les prix des exportations ont diminué de 8,5 pour cent. Par conséquent, le solde de la balance commerciale devient déficitaire. En 2010, la croissance économique devient stable et se caractérise par une hausse de la demande. Face à cette reprise de la croissance, les exportations⁵⁶ ont augmenté à un taux de 2,9 pour cent par rapport à l'année 2009 c'est-à-dire de 682,2 millions de DTS à 702,1 millions de DTS en 2010. Les produits comme la vanille et les produits pétroliers contribuent essentiellement à cette augmentation qui représente à un taux de 41,1 pour cent et de 32,4 pour cent. D'un autre côté, en termes de valeur, les importations ont été réduites à un taux de 20 pour cent par rapport à celui de 2009, cette diminution provient surtout de la baisse des importations en biens d'équipement. Suite à l'existence de la crise, on a constaté une diminution des investissements en 2010.

En 2011, les recettes d'exportations⁵⁷ sont évaluées à 2 897,2 milliards d'ariary alors qu'en 2010, il était à 2 238,0 milliards d'ariary, soit une hausse de 29,5 pour cent. Par contre, on enregistre une hausse des importations⁵⁸ en 2011 à un taux de 7,7 pour cent c'est-à-dire en valeur, ils passent à 5 663,1 milliards d'ariary à 5 260 milliards d'ariary en 2010. Cette augmentation est due à la hausse de certains produits comme : énergie (23,0 pour cent), matière première (18,9 pour cent), alimentation (8,7 pour cent) et produits utilisés dans les Zones franches (15,7 pour cent).

Pour l'année 2011, on constate une amélioration de la balance des paiements avec un excédent de 79,9 millions de DTS contre 44,8 millions de DTS en 2010. Cette évolution est due à l'augmentation des opérations en capital et financières passant à 513 millions de DTS, à la réduction du déficit de la balance de transactions courantes à un taux de 27,9 pour cent, à l'accroissement des exportations de 32 pour cent et à la hausse des flux d'investissements directs nets à un taux de 19 pour cent.

En termes de l'année 2009 à 2012, on constate que l'IDE a une influence positive sur le commerce extérieur malgré l'existence de la crise sociopolitique. Par ailleurs, d'après ce qu'on a vu au-dessus, le taux d'ouverture économique (Exportation/Importation) a connu une

⁵⁶ Rapport Economique et Financière, édité par le Ministère de l'Economie et de l'Industrie, 2009-2010, p 18

⁵⁷ Op-cit, p 16

⁵⁸ Op-cit, 2011-2012, p 18

hausse pendant cette période. Donc, on peut conclure que les IDE ont des impacts positifs sur la croissance économique de Madagascar.

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

Cette deuxième partie de notre développement s'était centrée dans l'étude de l'impact des IDE sur la croissance économique à Madagascar (2009-2012). Afin de mieux connaître ces impacts, une analyse a été faite au niveau des trois (3) facteurs suivantes : sur l'emploi, sur le commerce extérieur, sur le taux de croissance du PIB. Face à la crise financière mondiale et à la crise sociopolitique interne du pays, l'on remarque que les IDE ont des impacts positifs sur ces facteurs que ce soit au niveau d'emploi, au niveau du commerce extérieur et du taux de croissance du PIB. En outre, l'IDE a une influence positive sur la croissance économique de Madagascar.

CONCLUSION GENERALE

Au début de l'année 2002, Madagascar a adopté une politique de promotion des IDE comme un moteur du développement du pays. Pour un pays à fort potentialités comme Madagascar, l'on constate que la venue de l'IDE n'est pas significative car le pays n'a reçu que 85 millions USD d'IDE en 2005. Et en 2006, le Gouvernement Malagasy a installé l'EDBM pour créer une nouvelle loi sur les investissements, afin d'améliorer le climat des affaires.

Madagascar a des potentiels de croissance qui devraient lui permettre d'assurer sa croissance économique grâce notamment aux ressources naturelles diversifiées et à la main d'œuvre abondante, peu coûteuse et qualifiée. Ces derniers nécessitent des capitaux pour que ces privilèges soient au service de la croissance économique et du développement du pays. A partir de ce constat que pose notre problématique : l'IDE est-il vraiment un moteur pour assurer la croissance économique à Madagascar ?

Divers théories économiques démontrent que l'IDE joue un rôle important et engendre des impacts sur la croissance économique. Comme ce que l'on a vu dans la théorie de la croissance endogène, ces impacts se présentent par les externalités positives du progrès technique, des recherches et le développement du capital humain et des innovations. Pourtant, dans le tableau n°3 intitulé étude empirique sur la croissance et l'IDE, différents auteurs ont pu prouver qu'il existe une corrélation entre l'IDE et la croissance que soit positive ou négative. Dans notre analyse sur l'impact des IDE sur la croissance économique à Madagascar, nous avons fait une étude pour démontrer si les IDE ont des impacts sur : l'emploi, le commerce extérieur et le taux de croissance du PIB à Madagascar. A travers ces analyses, l'on a pu démontrer que l'IDE a une influence positive sur ces trois (3) facteurs considérés malgré la persistance de la crise sociopolitique, ce dernier au niveau de l'emploi a entraîné des effets négatifs entre 2010 à 2011. Autrement dit, les trois (3) hypothèses qu'on a posé au début de ce mémoire ont été vérifiées excepté au niveau de l'emploi sur l'année 2010-2011, où l'hypothèse (H1) n'a pas été vérifiée. En guise de conclusion, les IDE ont des impacts positifs sur la croissance économique de Madagascar entre 2009 et 2012, en d'autres termes, l'IDE a une influence positive sur la croissance économique. Donc, l'IDE joue un rôle moteur sur la croissance économique de Madagascar. Soulignons que notre étude s'est limitée à l'étude d'impact des IDE sur la croissance économique à Madagascar entre 2009-2012 sans considérer l'année 2013 à nos jours. L'IDE a fortement évolué à partir de 2013 ; d'où l'importance des études de ce sujet jusqu'à nos jours.

BIBLIOGRAPHIE

Les ouvrages

- ANDREFF W, « *Profits et structures du capitalisme mondial* », Calmann-Lévy. (1976)
- Adam SMITH. « *Recherches sur la nature et les causes de la Richesse des Nations* », édition du revue par Adolphe Blanqui en 1883, 1776
- Bernard GUILLOCHON, « *Economie Internationale* », DUNOD, 2007, p 353
- David RICARDO. « *Principes de l'économie politique et de l'Impôt* », London John Murray, 1817
- F PERROUX, « *Economies et sociétés* », Presses Universitaires de France ; 1969 p 155
- FMI, « *Le manuel de la Balance de paiement* », 4^{ème} édition, 1997
- Frank. I, " *Multinationales et développement* ", éd. Masson, Paris, 1981. p 26
- Guellec D, « *Les Nouvelles Théories de la croissance* », La Découverte, Paris, 1995, p13
- HARROD R.F *Towards a Dynamic Economics*, London, 1948
- John Maynard KEYNES. « *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* », édition Payot, 1946
- Karl MARX. « *Le capital* », édition allemande, 1993
- LASSUDRIE-DUCHENE B. « *Décomposition internationale des processus productifs et autonomie nationale* », BOURGINAH H. (éd.), *Internationalisation et autonomie de décision*, Economica, Paris, 1982, p 68
- LAZAMANANA André Pierre, « *Les déterminants et les impacts de l'investissement direct étranger en Afrique subsaharienne : cas de Madagascar en particulier* », 2012
- LECAILLON J, « *Analyse macroéconomique* », éd. CUJAS, 1987, p. 166
- Mercier SALNAVE, *Déterminants et Impact de l'Investissement Direct Etranger sur la croissance économique en Haïti (1970 – 2000)*, p 40
- M.DEMBELE A M « *Impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Côte d'Ivoire* », 2008, éditeur GPE 9, p 47-48

- Michalet, « *Strategies of Multinationals and Competition for Foreign Direct Investment* », FIAS ; 1997
- MONTOUSSE M: « *Théories économiques* », Ed. Bréal, Paris, 1999, p 65
- Mucchielli J-L « *Multinationales et mondialisation* », édition du Seuil (inédit économie), 1998, pp.18-19
- Mucchielli J.L, « *Relations Economiques Internationales* », HACHETTE Supérieur, 2001, p. 75-96
- OCDE, « *Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux* », 4^{ème} édition, 2008, p 57
- RAMALAHY M.I.Z. RAJAOMARISON L., « *Etude sur la promotion de l'investissement à Madagascar* », Cahier de Recherches en Analyse Economique, 2008, p.3
- RANDRIANARIVONY F A, « *L'analyse des déterminants de l'investissement direct étranger à Madagascar* », 2013, p 53-54
- RAZAFINDRAKOTO Mireille, « *Les déterminants des investissements directs étrangers à Madagascar* », Economie de Madagascar n°1,1996, P 186
- Richard E. Caves, Jeffrey A. Fränkel. « *Commerce et paiements internationaux* ». De Boeck. Bruxelles, 2003, p188
- SIMON, Y. LAUTIER, D. « *Techniques financières internationale* ». Economica, Paris, 2003, p 720
- SOLOW R.M A “*Contribution to the Theory of Economic Growth, Quarterly Journal of Economics*”, (1956), pp. 65-94
- Thomas MALTHUS, « *Essai sur le principe de population* », édition sociales, 1796, p 46
- VERNON R. “*The product Cycle Hypothesis of International Trade: US export of consumer durables*”, Oxford Bulletin of Economics and statistics, 1979, p 255-258
- Yves Crozet, « *Les grandes questions de l'économie internationale* », Nathan, 2003, p 118

Les articles

-DIEMIER, “*Economie générale*”, p 98

- DUPUCH S, MILAN C. « *Les déterminants des investissements directs européens dans les pays d’Europe centrale et orientale* », 2001

- Lillienthal.D.E « *Management of the Multinational Corporation*», Mac Graw Hill, New York, 1960

-LORENZI, J.H. « *L’impact de la mondialisation sur les stratégies des entreprises* », Cahiers Français n° 341, 2007, p 1

-ROMER P. “*Increasing Returns and Long Run Growth*”, Journal of Political Economy, (1986), p 1002-1037

Les rapports

- INSTAT/BCM, « *Enquête IDE/IPF*», 2005

- INSTAT/BCM, « *Enquête IDE/IPF* », 2006-2007

- INSTAT, BCM, «*Enquête IDE/IPF*», 2009

- INSTAT, BCM, « *Enquête IDE/IPF*», 2010

- INSTAT, BCM, «*Enquête IDE/IPF*», 2011

- INSTAT/BCM, «*Enquête IDE/IPF* », 2012

- INSTAT/BCM, « *Enquête IDE/IPF* », 2013

- Rapport Economique et Financière de 2009 à 2012

ANNEXES

Tableau 1: Situation du stock d'IDE pour les trois (3) pays

Année	2009			2010			2011		
Pays	France	Maurice	Etats-Unis	France	Maurice	Etats-Unis	France	Maurice	Etats-Unis
Branches d'activités									
Agriculture	8,8	4,4		8,3	4,3		7,6	4,9	
Pêche, pisciculture et aquaculture	3,5	10,7		3,9	13,9		3,9	16,7	
Activités de fabrication	37,2	18,5	162,5	42,8	26,5	165,1	53,5	44,3	218,4
Distribution d'eau, d'électricité et de gaz	2,3	0,1		2,5	0,1		3,1	3,5	
Construction et BTP	73,0	0,6	23,9	129,8	-0,3	-1,4	152,7	35,9	-1,3
Commerce	24,8	21,0	0,0	25,0	19,8	0,0	31,4	32,2	0,0
Hôtels et restaurants	1,1	4,8		0,8	4,5		0,7	6,3	
Transports, auxiliaires de transport	13,4	5,1	0,6	14,9	5,8	0,6	16,8	7,0	0,5
Activités financières	122,2	93,7	14,3	160,5	106,3	19,2	327,9	125,8	119,8
Immobilier, location et services aux entreprises	12,4	8,4	0,0	16,9	14,4	0,0	85,4	16,0	0,0
Distribution de produits pétroliers	99,6	134,7		141,1	151,4		141,1	158,8	
Télécommunication	57,1	189,3		62,5	201,0		61,8	389,6	
Autres	0,2			0,2			0,2		
<i>Total « hors extractives »</i>	455,7	491,3	201,2	609,0	547,7	183,4	886,1	840,9	337,4
Activités extractives	0,0	1,5	0,0	0,0	3,9	0,0	20,8	99,8	-0,3
Ensemble	455,7	492,9	201,2	609,0	551,6	183,4	906,9	940,7	337,1

Source : d'après l'auteur selon les données de l'INSTAT/BCM

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	i
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	ii
Liste des tableaux	iii
Liste des figures	iv
SOMMAIRE	v
<i>INTRODUCTION</i>	v
PARTIE I : CADRE THEORIQUE DE L'INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER ET DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE	4
CHAPITRE I : Généralité sur l'investissement direct étranger	4
Section 1 : Quelques types de définitions	4
1-1-Définitions de l'IDE	4
1-2-Autres définitions	6
1-2-1- La Firme Multinationale (FMN)	6
2-2-2- Investisseur Direct (ID).....	7
2-2-3- L'Entreprise d'Investissement Direct (EID)	7
Section 2 : Les typologies des IDE	8
Section 3 : Les stratégies de l'IDE	9
3-1-La stratégie d'accès aux ressources naturelles	9
3-2-La stratégie horizontale	10
3-3-La stratégie verticale ou délocalisation	10
3-4- La stratégie de partenariat	11
CHAPITRE II- La croissance économique	12
Section 1 : Définitions de la croissance économique	12
Section 2 : Les mesures de la croissance économique	12
Section 3 : Les facteurs de la croissance économique	14

3-1- Le travail	14
3-2- Le capital	15
3-3- Le progrès technique	15
CHAPITRE III- Les théories économiques relatives à la croissance économique et aux IDE ...	16
Section 1- Point de vue des différents auteurs économiques	16
1-1- Adam SMITH	16
1-2- Thomas MALTHUS	16
1-3- David RICARDO	17
1- 4- Karl MARX	17
1-5- John Maynard KEYNES	17
Section 2 : Les modèles de la croissance économique	20
2-1- Le modèle de croissance postkeynésien (HARROD-DOMAR)	20
2-2- Le modèle de croissance de R M SOLOW	22
2-3- Le modèle de croissance endogène	23
1-Le capital physique	24
2-Le capital humain	25
3-Le capital public	25
4-La technologie	25
Section 3 - Les différentes études empiriques sur la croissance économique et l'IDE	28
CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE	30
 PARTIE II : L'IMPACT DES IDE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE A MADAGASCAR (2009-2012)	32
CHAPITRE I : Réalités des IDE à Madagascar	32
Section 1 : Historique de l'IDE à Madagascar	32
Section 2- Les caractéristiques des IDE à Madagascar	34
2-1 Typologies des IDE à Madagascar	34

2-2 Les modes de financements de l'IDE	35
CHAPITRE II : Les facteurs déterminants et l'évolution des IDE à Madagascar	38
Section 1- Les facteurs déterminants de l'IDE à Madagascar	38
Section 2 - L'évolution des IDE entre 2009 et 2012	39
2-1- Les stocks des IDE à Madagascar	39
2-1-1-Le stock d'IDE par branche d'activité	41
2-1-2-Les stocks d'IDE par pays	43
2-2- Les flux des IDE à Madagascar	45
2-2-1- Flux d'IDE entrants par branche d'activité	46
2-2-2- L'origine des flux d'IDE	48
CHAPITRE III : L'analyse des impacts des IDE sur la croissance économique de Madagascar	50
Section 1 : Les différentes études sur l'IDE et la croissance économique à travers un modèle économétrique	50
Section 2 : L'impact des IDE sur la croissance économique à Madagascar (2009-2012)	53
2-1- Impact sur l'emploi :	53
2-2- Impact sur le taux de croissance du PIB :	55
2-3- Impact sur le commerce extérieur :	55
CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE	57
CONCLUSION GENERALE	58
BIBLIOGRAPHIE	vii
ANNEXES	x
RESUME	

Nom : RAMANANTSOA

Prénoms : Danny Marius

Titre : l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique à Madagascar (2009-2012)

Nombre de pages : 63

Nombre de tableaux : 9

Nombre de figure : 4

RESUME

Les investissements directs étrangers sont considérés comme des ressources financières pour relancer la croissance économique, assurer le développement des pays en développement et redynamiser leurs économies. Comme l'IDE est l'un des facteurs déterminants de la croissance économique d'un pays, Madagascar en 2002 a adopté une politique de promotion d'IDE pour relancer son économie. Ce document présente des analyses théoriques et empiriques qui nous permettront de faire une analyse sur l'impact des IDE sur la croissance économique à Madagascar. En considérant les trois (3) facteurs comme l'emploi, le taux de croissance du PIB et le commerce extérieur, d'après notre analyse, nos résultats montrent que l'IDE a une influence positive sur ses trois facteurs malgré la persistance de la crise sociopolitique sur notre pays.

En guise de conclusion, nous dirons que l'IDE joue un rôle moteur sur la croissance économique, autrement dit, les IDE ont des impacts positifs sur la croissance économique de Madagascar.

Mots clés : Investissement Direct Etranger, Firme Multinationale, croissance économique.

Encadreur : Razafindrakoto Jean Lucien

Adresse de l'auteur: lot IVC 64 BIS Ambohimandroso Ambohimanarina